SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS 91490 MILLY-LA-FORET

COMPTE-RENDU SOMMAIRE DE LA SEANCE DU 3 MARS 2026 A MILLY-LA-FORET

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

	Comité syndical
Nombre de membres en exercice	161
Nombre de membres présents ou représentés	100

COLLEGE DE LA REGION
Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS
Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES
Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean- Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

COLLEGE DES EPCI
Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES
Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES
Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES
Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC
Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

COMPTE RENDU SOMMAIRE DU COMITÉ SYNDICAL DU 3 MARS 2026	
DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE :	Monsieur Philippe DOTHÉE a été désigné Secrétaire de séance, à l'unanimité

FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SPANC	Votée à l'unanimité
FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe La Bobitaine	Votée à l'unanimité
FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SARE	Votée à l'unanimité
FINANCES Taux de participation des Communes	Voté à l'unanimité
FINANCES Budget annexe SPANC- Décision modificative n°1-2026	Voté à l'unanimité
FINANCES Animation de la stratégie de la Forêt par un financement LEADER	Votée à l'unanimité
CONVENTIONS Avenant 2 avec le service public de rénovation de l'habitat (SPRH) dans le cadre du partenariat avec la Communauté d'agglomération du pays de Fontainebleau (CAPF)	Voté à l'unanimité
CONVENTIONS Partenariat pour la mise en œuvre du programme de Certificats d'économie d'énergie (CEE) « Watt Watchers »	Voté à l'unanimité
SPANC PARC -Adhésion au SPANC Parc de la Commune de LARCHANT	Votée à l'unanimité
RÉORGANISATION DES COMMISSIONS DE TRAVAIL ET AJOUTS DE MODULATIONS DES AIDES DANS LES ÉCO-CONDITIONNALITÉS	Votés à l'unanimité

DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 3 MARS 2026		
Numéro de délibération	**Objet**	**Nomenclature « Actes »**
N° 2026-009	FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SPANC	7.1
N° 2026-010	FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe La Bobitaine	7.1
N° 2026-011	FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SARE	7.1
N° 2026-012	FINANCES Taux de participation des Communes	7.1
N° 2026-013	FINANCES Budget annexe SPANC- Décision modificative n°1-2026	7.1
N° 2026-014	FINANCES Animation de la stratégie de la Forêt par un financement LEADER	7.1
N° 2026-015	CONVENTIONS Avenant 2 avec le service public de rénovation de l'habitat (SPRH) dans le cadre du partenariat avec la Communauté d'agglomération du pays de Fontainebleau (CAPF)	8.8
N° 2026-016	CONVENTIONS Partenariat pour la mise en œuvre du programme de Certificats d'économie d'énergie (CEE) « Watt Watchers »	8.8
N° 2026-017	SPANC PARC -Adhésion au SPANC Parc de la Commune de LARCHANT	8.8
N° 2026-018	RÉORGANISATION DES COMMISSIONS DE TRAVAIL ET AJOUTS DE MODULATIONS DES AIDES DANS LES ÉCO-CONDITIONNALITÉS	8.8

Parc naturel régional du Gâtinais français

Délibération n°2026-009

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres	
EN EXERCICE	161
PRESENTS :	74
VOTANTS :	**99**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

OBJET :

FINANCES
Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SPANC

Nomenclature ACTES :
7 Finances locales
7.1 Décisions budgétaires

Transmis au Contrôle de Légalité le :
05 MARS 2026

Affichage le :
05 MARS 2026

FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SPANC

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU les statuts du Syndicat ;
VU la Charte constitutive du Parc naturel régional du Gâtinais français ;
VU le vote du 12 décembre 2024 approuvant les budgets primitifs 2025 ;
VU article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;

La présentation brève et synthétique ci-après retrace les informations financières essentielles du compte financier unique.

Présentation synthétique du compte financier unique 2025

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025		
	Investissement	**Exploitation**
Recettes réalisées	4 460.75 €	184 129.08 €
Dépenses réalisées	0.00 €	284 703.77 €
Solde des réalisations de l'exercice	***4 460.75 €***	***- 100 574.69 €***
Résultats antérieurs reportés	10 135.42 €	362 089.47 €
Résultat cumulé	**14 596.17 €**	**261 514.78 €**

SECTION D'EXPLOITATION

En 2025, le compte financier unique présente un résultat déficitaire d'exploitation d'un montant de 100 574.69 €.

Les dépenses d'exploitation ont représenté 284 703.77 € en 2025.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- Charges à caractère général : 9 272.64 €
- Charges de personnel et frais assimilés : 106 025.41 €
  L'effectif est de 2.50 ETP.
- Autres charges de gestion courantes : 21 206.81 €
- Charges exceptionnelles : 143 738.16 €
  Suite aux bénéfices des années antérieures et à l'urgence de préserver la qualité de l'eau, la décision de verser des subventions aux particuliers et aux Communes impliquent des charges supplémentaires sur l'exercice.
- Opérations d'ordre de transfert entre sections : 4 460.75

Les recettes d'exploitation ont représenté 184 129.08 € en 2025.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- Ventes produits fabriqués, prestations : 172 987.37 €
  Ce montant, correspond aux redevances perçues. Le nombre de contrôles réalisés périodiques, ventes, conceptions et réalisations est de 421 en 2025.
- Subventions d'exploitation : 9 310.45 €
  Ce montant correspond à la réception aux subventions de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie pour solde.
- Autres produits de gestion courante : 0.24 €
- Reprise sur provisions et dépréciations : 1 831.02 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

En 2025, le compte financier unique présente un résultat bénéficiaire d'investissement de 4 460.75 € qui correspond à des opérations d'ordre de transfert entre sections. Il n'y a pas eu de dépense ni de recette en 2025.

Le Président se retire de la séance. La Vice-présidente propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver le compte financier unique du budget annexe SPANC 2025.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent le compte financier unique du budget annexe SPANC 2025, à l'unanimité.

Le Président

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Parc naturel régional du Gâtinais français

IXBUS

Résumé de l'acte
091-259102564-20260303-2026-009-BF

Numéro de l'acte :	2026-009
Date de décision :	mardi 3 mars 2026
Nature de l'acte :	BF
Objet :	FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SPANC
Classification :	7.1 - Decisions budgetaires
Rédacteur :	Séverine HUYLEBROECK
AR reçu le :	05/03/2026
Numéro AR :	091-259102564-20260303-2026-009-BF
Document principal :	99_BU-SPANCCFU2025_scelle.xml

Pièces jointes :

70_DE-2026-009-FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SPANC.pdf

71_AN-SPANC CFU 2025.pdf

Historique :

05/03/26 15:09	En cours de création	
05/03/26 15:11	En préparation	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:18	Reçu	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:19	En cours de transmission	
05/03/26 15:20	Transmis en Préfecture	
05/03/26 15:24	Accusé de réception reçu	
05/03/26 15:41	Accusé de réception reçu	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:41	Accusé de réception reçu	Séverine HUYLEBROECK

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SPANC SMAG

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE S.M.A.G. PNR DU GATINAIS -

Numéro SIRET : 25910256400020

POSTE COMPTABLE : 091012 SGC LA FERTE-ALAIS

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

		Origine des données	Arrêté et signatures ECCF Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	20
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	21
C2	Recettes d'investissement	Comptable	23
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	25
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	26
B	Compte de résultat	Comptable	31
C	Balance des comptes	Comptable	34
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	43

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	9 500,00	251 500,00	261 000,00
	Recettes réalisées (1)	B	4 460,75	184 129,08	188 589,83
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	19 635,42	613 589,47	633 224,89
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	284 703,77	284 703,77
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	4 460,75	-100 574,69	-96 113,94
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	10 135,42	362 089,47	372 224,89
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	14 596,17	261 514,78	276 110,95
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	14 596,17	261 514,78	276 110,95

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

97500 - SPANC SMAG

Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
SPANC SMAG					
Investissement	10 135,42		4 460,75		14 596,17
Fonctionnement	362 089,47		-100 574,69		261 514,78
Sous-Total	372 224,89		-96 113,94		276 110,95
TOTAL III	372 224,89		-96 113,94		276 110,95
TOTAL I + II + III	372 224,89		-96 113,94		276 110,95

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(0) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(0) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

97500 - SPANC SMAG

Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	0,50	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	0,00	Réserves	26,47
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	362,09
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-100,57
Autres immobilisations corporelles	11,38	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	11,38	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	0,00	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	11,88	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	TOTAL FONDS PROPRES	287,99
Créances	356,59	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0,00
Valeurs mobilières de placement	0,00	Dettes financières à long terme	0,00
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	39,17
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	1,62
TOTAL ACTIF CIRCULANT	356,59	Total des dettes à court terme	40,79
Comptes de régularisation	0,01	TOTAL DETTES	40,79
		Comptes de régularisation	39,69
TOTAL ACTIF	368,47	TOTAL PASSIF	368,47

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et reglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	9,31	47,48
Produits des services	172,99	170,81
Autres produits	1,83	
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	184,13	218,28
Traitements, salaires, charges sociales	102,68	106,55
Achats et charges externes	9,10	7,50
Participations et interventions	21,21	12,55
Dotations aux amortissements et provisions	4,46	5,72
Autres charges	3,52	2,45
Charges courantes non financières	140,97	134,78
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**43,16**	**83,51**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**43,16**	**83,51**
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles	143,74	140,78
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-143,74**	**-140,78**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-100,57**	**-57,27**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE MODALITES DE VOTE DU BUDGET	II A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement,
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D).

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Biffer « avec » ou « sans » les chapitres spéciaux d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires.
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	35 800,00	9 272,64	0,00	9 272,64	25,90	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	126 900,00	106 025,41	0,00	106 025,41	83,55	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	39 500,00	21 206,81	0,00	21 206,81	53,69	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**202 200,00**	**136 504,86**	**0,00**	**136 504,86**	**67,51**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	398 889,47	115 027,79	28 710,37	143 738,16	36,03	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**604 089,47**	**251 532,65**	**28 710,37**	**280 243,02**	**46,39**	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*9 500,00*	*4 460,75*	*0,00*	*4 460,75*	*46,96*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***9 500,00***	***4 460,75***	***0,00***	***4 460,75***	***46,96***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**613 589,47**	**255 993,40**	**28 710,37**	**284 703,77**	**46,40**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**613 589,47**	**255 993,40**	**28 710,37**	**284 703,77**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) ce chapitre n'existe pas en M49
(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	173 800,00	172 987,37	0,00	172 987,37	99,53	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	74 700,00	9 310,45	0,00	9 310,45	12,46	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	2 000,00	0,24	0,00	0,24	0,01	0,00
Total des recettes de gestion courante		**250 500,00**	**182 298,06**	**0,00**	**182 298,06**	**72,77**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	1 831,02	0,00	1 831,02	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**251 500,00**	**184 129,08**	**0,00**	**184 129,08**	**73,21**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**251 500,00**	**184 129,08**	**0,00**	**184 129,08**	**73,21**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**362 089,47**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**613 589,47**	**184 129,08**	**0,00**	**184 129,08**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43
(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	2 500,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	17 135,42	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des operations d'equipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'equipement		**19 635,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,regie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprevues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**19 635,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**19 635,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**19 635,42**	**0,00**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, regie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	0,00			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*9 500,00*	*4 460,75*	*46,96*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***9 500,00***	***4 460,75***	***46,96***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**9 500,00**	**4 460,75**	**46,96**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**10 135,42**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**19 635,42**	**4 460,75**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)		738,73		738,73	
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement		248,00		248,00	
6064	Fournitures administratives		269,66		269,66	
6066	Carburants		210,57		210,57	
61551	Matériel roulant		436,54		436,54	
6156	Maintenance		4 104,94		4 104,94	
6161	Multirisques		481,01		481,01	
6251	Voyages et déplacements		1 010,81		1 010,81	
6261	Frais d'affranchissement		192,54		192,54	
6262	Frais de télécommunications		862,93		862,93	
627	Services bancaires et assimilés		76,34		76,34	
6283	Frais de nettoyage des locaux		468,04		468,04	
63513	Autres impôts locaux		172,53		172,53	
total chapitre 011	Charges à caractère général	35 800,00	9 272,64		9 272,64	26 527,36
6331	Versement mobilité		1 102,04		1 102,04	
6332	Cotisations versées au FNAL		326,65		326,65	
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue		750,00		750,00	
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale		1 163,98		1 163,98	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		71 459,70		71 459,70	
6451	Cotisations à l'URSSAF		20 815,10		20 815,10	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		5 112,92		5 112,92	
6454	Cotisations au Pôle Emploi		2 662,22		2 662,22	
648	Autres charges de personnel		2 632,80		2 632,80	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	126 900,00	106 025,41		106 025,41	20 874,59
total chapitre 014	Atténuations de produits					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6541	Créances admises en non-valeur		11 493,37		11 493,37	
6542	Créances éteintes		9 518,57		9 518,57	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		194,87		194,87	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	39 500,00	21 206,81		21 206,81	18 293,19
Total des dépenses de gestion courante		**202 200,00**	**136 504,86**		**136 504,86**	**65 695,14**
total chapitre 66	Charges financières					
673	Titres annulés exercices antérieurs		4 581,84		4 581,84	
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement		139 019,96		139 019,96	
678	Autres charges exceptionnelles		136,36		136,36	
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	398 889,47	143 738,16		143 738,16	255 151,31
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	3 000,00				3 000,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**604 089,47**	**280 243,02**		**280 243,02**	**323 846,45**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*4 460,75*		*4 460,75*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*9 500,00*	*4 460,75*		*4 460,75*	*5 039,25*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***9 500,00***	***4 460,75***		***4 460,75***	***5 039,25***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**613 589,47**	**284 703,77**		**284 703,77**	**328 885,70**
002 Résultat d'exploitation reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section d'exploitation		**613 589,47**	**284 703,77**		**284 703,77**	**328 885,70**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
7062	Redevances d'assainissement non collectif		175 450,99	2 463,62	172 987,37	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	173 800,00	175 450,99	2 463,62	172 987,37	812,63
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
747	Subventions et participations des collectivités territoriales		9 310,45		9 310,45	
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	74 700,00	9 310,45		9 310,45	65 389,55
7588	Autres		0,24		0,24	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	2 000,00	0,24		0,24	1 999,76
Total des recettes de gestion courante		**250 500,00**	**184 761,68**	**2 463,62**	**182 298,06**	**68 201,94**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits exceptionnels	1 000,00				1 000,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants		1 831,02		1 831,02	
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)		1 831,02		1 831,02	-1 831,02
Total des recettes réelles d'exploitation		**251 500,00**	**186 592,70**	**2 463,62**	**184 129,08**	**67 370,92**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation						
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**251 500,00**	**186 592,70**	**2 463,62**	**184 129,08**	**67 370,92**
002 Résultat d'exploitation reporté		**362 089,47**				
Total des recettes de la section d'exploitation		**613 589,47**	**186 592,70**	**2 463,62**	**184 129,08**	**429 460,39**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	2 500,00				2 500,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	17 135,42				17 135,42
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
Total des dépenses d'équipement		**19 635,42**				**19 635,42**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**19 635,42**				**19 635,42**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**19 635,42**				**19 635,42**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section d'investissement		**19 635,42**				**19 635,42**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*					
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*		*500,00*		*500,00*	
28182	*Matériel de transport*		*3 456,28*		*3 456,28*	
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*		*504,47*		*504,47*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*9 500,00*	*4 460,75*		*4 460,75*	*5 039,25*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***9 500,00***	***4 460,75***		***4 460,75***	***5 039,25***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**9 500,00**	**4 460,75**		**4 460,75**	**5 039,25**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**10 135,42**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**19 635,42**	**4 460,75**		**4 460,75**	**15 174,67**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

97500 - SPANC SMAG

Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D				
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	3 280,00	2 780,00	500,00	1 000,00
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	25 707,39	14 329,59	11 377,80	15 338,55
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
3) Reçues en affectation ou en concession				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**28 987,39**	**17 109,59**	**11 877,80**	**16 338,55**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	131 815,76	3 062,52	128 753,24	143 302,59
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	570,97		570,97	570,97
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques	53 344,95		53 344,95	53 344,95
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	173 919,56		173 919,56	232 293,21

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**359 651,24**	**3 062,52**	**356 588,72**	**429 511,72**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser	7,50		7,50	
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III	**7,50**		**7,50**	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**388 646,13**	**20 172,11**	**368 474,02**	**445 850,27**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations		
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves	26 473,97	26 473,97
Report à nouveau (1)	362 089,47	419 360,62
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-100 574,69	-57 271,15
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**287 988,75**	**388 563,44**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 744,60	4 488,64

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	36 425,37	10 252,00
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques		
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes	1 621,30	1 490,37
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**40 791,27**	**16 231,01**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	39 694,00	41 055,82
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**39 694,00**	**41 055,82**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**368 474,02**	**445 850,27**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	*172 987,37*	*170 806,83*
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	9 310,45	47 475,57
Reprises sur dépréciations et provisions	1 831,02	
Transferts de charges		
Autres produits	0,24	1,23
TOTAL I	**184 129,08**	**218 283,63**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	9 100,11	7 502,43
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*3 342,67*	*2 452,71*
Autres	*172,53*	
Salaires et traitements	74 092,50	77 453,54
Charges sociales	28 590,24	29 094,19
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*4 460,75*	*3 456,28*
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		*2 268,67*
Dotations aux provisions pour risques et charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges	21 206,81	12 547,61
TOTAL II	**140 965,61**	**134 775,43**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**43 163,47**	**83 508,20**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RÉSULTAT COURANT	**43 163,47**	**83 508,20**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles	*139 019,96*	*139 242,96*
Autres opérations	*4 581,84*	*1 536,37*
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations	*136,36*	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	143 738,16	140 779,35
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-143 738,16	-140 779,35
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	184 129,08	218 283,63
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	284 703,77	275 554,78
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-100 574,69	-57 271,15

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		26 473,97						26 473,97		26 473,97
	Sous Total compte 106		**26 473,97**						**26 473,97**		**26 473,97**
	Sous Total compte 10		**26 473,97**						**26 473,97**		**26 473,97**
110	Report à nouveau solde créditeur		419 360,62	57 271,15				57 271,15	419 360,62		362 089,47
	Sous Total compte 11		**419 360,62**	**57 271,15**				**57 271,15**	**419 360,62**		**362 089,47**
12	Résultat exercice bénef ou perte	57 271,15			57 271,15			57 271,15	57 271,15		
	Sous Total compte 12	**57 271,15**			**57 271,15**			**57 271,15**	**57 271,15**		
	Total classe 1	**57 271,15**	**445 834,59**	**57 271,15**	**57 271,15**			**114 542,30**	**503 105,74**		**388 563,44**
2051	Concessions et droits assimilés	3 280,00						3 280,00		3 280,00	
	Sous Total compte 205	**3 280,00**						**3 280,00**		**3 280,00**	
	Sous Total compte 20	**3 280,00**						**3 280,00**		**3 280,00**	
2182	Mat de transport	24 193,97						24 193,97		24 193,97	
2183	Mat bureau mat informatique	1 513,42						1 513,42		1 513,42	
	Sous Total compte 218	**25 707,39**						**25 707,39**		**25 707,39**	
	Sous Total compte 21	**25 707,39**						**25 707,39**		**25 707,39**	
2805	Concessions, brevets, licences, marques,		2 280,00				500,00		2 780,00		2 780,00
	Sous Total compte 280		**2 280,00**				**500,00**		**2 780,00**		**2 780,00**
28182	Mat de transport		10 368,84				3 456,28		13 825,12		13 825,12
28183	Mat bureau mat informatique						504,47		504,47		504,47
	Sous Total compte 2818		**10 368,84**				**3 960,75**		**14 329,59**		**14 329,59**
	Sous Total compte 281		**10 368,84**				**3 960,75**		**14 329,59**		**14 329,59**
	Sous Total compte 28		**12 648,84**				**4 460,75**		**17 109,59**		**17 109,59**
	Total classe 2	**28 987,39**	**12 648,84**				**4 460,75**	**28 987,39**	**17 109,59**	**28 987,39**	**17 109,59**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4011	Fournisseurs			8 959,89	8 959,89			8 959,89	8 959,89		
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		4 488,64	1 744,04				1 744,04	4 488,64		2 744,60
	Sous Total compte 4017		**4 488,64**	**1 744,04**				**1 744,04**	**4 488,64**		**2 744,60**
	Sous Total compte 401		**4 488,64**	**10 703,93**	**8 959,89**			**10 703,93**	**13 448,53**		**2 744,60**
	Sous Total compte 40		**4 488,64**	**10 703,93**	**8 959,89**			**10 703,93**	**13 448,53**		**2 744,60**
411	Clients	123 981,62		142 530,00	149 577,78			266 511,62	149 577,78	116 933,84	
4161	Créances douteuses	24 214,51		38 252,35	47 584,94			62 466,86	47 584,94	14 881,92	
	Sous Total compte 416	**24 214,51**		**38 252,35**	**47 584,94**			**62 466,86**	**47 584,94**	**14 881,92**	
	Sous Total compte 41	**148 196,13**		**180 782,35**	**197 162,72**			**328 978,48**	**197 162,72**	**131 815,76**	
421	Personnel - rémunérations dues			67 799,01	67 799,01			67 799,01	67 799,01		
	Sous Total compte 42			**67 799,01**	**67 799,01**			**67 799,01**	**67 799,01**		
431	Sécurité sociale			30 982,46	30 982,46			30 982,46	30 982,46		
437	Autres organismes sociaux			4 475,44	4 475,44			4 475,44	4 475,44		
	Sous Total compte 43			**35 457,90**	**35 457,90**			**35 457,90**	**35 457,90**		
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			160,00	160,00			160,00	160,00		
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	53 344,95						53 344,95		53 344,95	
	Sous Total compte 441	**53 344,95**		**160,00**	**160,00**			**53 504,95**	**160,00**	**53 344,95**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			281,24	281,24			281,24	281,24		
	Sous Total compte 442			**281,24**	**281,24**			**281,24**	**281,24**		
4431	Oper particul avec Etat dépenses			5 771,70	5 771,70			5 771,70	5 771,70		
	Sous Total compte 443			**5 771,70**	**5 771,70**			**5 771,70**	**5 771,70**		
44551	Etat - TVA à décaisser		10 252,00	18 430,00	15 893,00			18 430,00	26 145,00		7 715,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4455		**10 252,00**	**18 430,00**	**15 893,00**			**18 430,00**	**26 145,00**		**7 715,00**
44566	TVA déduct sur autres biens et services			1 420,54	1 420,54			1 420,54	1 420,54		
	Sous Total compte 4456			**1 420,54**	**1 420,54**			**1 420,54**	**1 420,54**		
44571	Etat - TVA collectée			17 560,06	17 560,06			17 560,06	17 560,06		
	Sous Total compte 4457			**17 560,06**	**17 560,06**			**17 560,06**	**17 560,06**		
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	570,97						570,97		570,97	
	Sous Total compte 4458	**570,97**						**570,97**		**570,97**	
	Sous Total compte 445	**570,97**	**10 252,00**	**37 410,60**	**34 873,60**			**37 981,57**	**45 125,60**		**7 144,03**
447	Autres impôts taxes versements assimilés			2 661,95	2 661,95			2 661,95	2 661,95		
4486	Etat - autres charges à payer				28 710,37				28 710,37		28 710,37
	Sous Total compte 448				**28 710,37**				**28 710,37**		**28 710,37**
	Sous Total compte 44	**53 915,92**	**10 252,00**	**48 285,49**	**72 458,86**			**100 201,41**	**82 710,86**	**17 490,55**	
4512	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	232 293,21		194 252,83	252 626,48			426 546,04	252 626,48	173 919,56	
	Sous Total compte 451	**232 293,21**		**194 252,83**	**252 626,48**			**426 546,04**	**252 626,48**	**173 919,56**	
	Sous Total compte 45	**232 293,21**		**194 252,83**	**252 626,48**			**426 546,04**	**252 626,48**	**173 919,56**	
466	Excédt de versement		524,47	3 348,77	4 445,60			3 348,77	4 970,07		1 621,30
46711	Autres comptes créditeurs		965,90	106 935,10	105 969,20			106 935,10	106 935,10		
	Sous Total compte 4671		**965,90**	**106 935,10**	**105 969,20**			**106 935,10**	**106 935,10**		
	Sous Total compte 467		**965,90**	**106 935,10**	**105 969,20**			**106 935,10**	**106 935,10**		
	Sous Total compte 46		**1 490,37**	**110 283,87**	**110 414,80**			**110 283,87**	**111 905,17**		**1 621,30**
4711	Verst des régisseurs			50 463,28	50 463,28			50 463,28	50 463,28		
4713	Recettes perçues avant émission titres			10 949,32	10 949,32			10 949,32	10 949,32		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		1 361,82	5 222,54	3 860,72			5 222,54	5 222,54		
	Sous Total compte 47141		**1 361,82**	**5 222,54**	**3 860,72**			**5 222,54**	**5 222,54**		
	Sous Total compte 4714		**1 361,82**	**5 222,54**	**3 860,72**			**5 222,54**	**5 222,54**		
4718	Autres recettes à régulariser			325,56	325,56			325,56	325,56		
	Sous Total compte 471		**1 361,82**	**66 960,70**	**65 598,88**			**66 960,70**	**66 960,70**		
4728	DACR - autres dépenses à régul			1 163,46	1 163,46			1 163,46	1 163,46		
	Sous Total compte 472			**1 163,46**	**1 163,46**			**1 163,46**	**1 163,46**		
4757	Produits sur rôle		37 622,37						37 622,37		37 622,37
4758	TVA sur rôle		2 071,63						2 071,63		2 071,63
	Sous Total compte 475		**39 694,00**						**39 694,00**		**39 694,00**
4781	Frais de poursuites rattachés			7,50				7,50		7,50	
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			0,97	0,97			0,97	0,97		
	Sous Total compte 478			**8,47**	**0,97**			**8,47**	**0,97**	**7,50**	
	Sous Total compte 47		**41 055,82**	**68 132,63**	**66 763,31**			**68 132,63**	**107 819,13**		**39 686,50**
491	Dépréciat comptes de clients		4 893,54	1 831,02				1 831,02	4 893,54		3 062,52
	Sous Total compte 49		**4 893,54**	**1 831,02**				**1 831,02**	**4 893,54**		**3 062,52**
	Total classe 4	**434 405,26**	**62 160,37**	**715 529,03**	**811 642,97**			**1 149 934,29**	**873 823,34**	**359 656,74**	**83 547,79**
51172	Chèques impayés			150,00	150,00			150,00	150,00		
	Sous Total compte 5117			**150,00**	**150,00**			**150,00**	**150,00**		
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent			960,00	960,00			960,00	960,00		
	Sous Total compte 511			**1 110,00**	**1 110,00**			**1 110,00**	**1 110,00**		
	Sous Total compte 51			**1 110,00**	**1 110,00**			**1 110,00**	**1 110,00**		
580	Opérations d'ordre budgétaires			4 460,75	4 460,75			4 460,75	4 460,75		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			21 011,94	21 011,94			21 011,94	21 011,94		
	Sous Total compte 587			**21 011,94**	**21 011,94**			**21 011,94**	**21 011,94**		
	Sous Total compte 58			**25 472,69**	**25 472,69**			**25 472,69**	**25 472,69**		
	Total classe 5			**26 582,69**	**26 582,69**			**26 582,69**	**26 582,69**		
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)					738,73		738,73		738,73	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					248,00		248,00		248,00	
6064	Fournitures administratives					269,66		269,66		269,66	
6066	Carburants					210,57		210,57		210,57	
	Sous Total compte 606					**1 466,96**		**1 466,96**		**1 466,96**	
	Sous Total compte 60					**1 466,96**		**1 466,96**		**1 466,96**	
61551	Mat roulant					436,54		436,54		436,54	
	Sous Total compte 6155					**436,54**		**436,54**		**436,54**	
6156	Maintenance					4 104,94		4 104,94		4 104,94	
	Sous Total compte 615					**4 541,48**		**4 541,48**		**4 541,48**	
6161	Multirisques					481,01		481,01		481,01	
	Sous Total compte 616					**481,01**		**481,01**		**481,01**	
	Sous Total compte 61					**5 022,49**		**5 022,49**		**5 022,49**	
6251	Voyages et déplacements					1 010,81		1 010,81		1 010,81	
	Sous Total compte 625					**1 010,81**		**1 010,81**		**1 010,81**	
6261	Frais d'affranchissement					192,54		192,54		192,54	
6262	Frais de télécommunications					862,93		862,93		862,93	
	Sous Total compte 626					**1 055,47**		**1 055,47**		**1 055,47**	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
627	Services bancaires et assimilés					76,34		76,34		76,34	
6283	Frais de nettoyage des locaux					468,04		468,04		468,04	
	Sous Total compte 628					**468,04**		**468,04**		**468,04**	
	Sous Total compte 62					**2 610,66**		**2 610,66**		**2 610,66**	
6331	Versement mobilité					1 102,04		1 102,04		1 102,04	
6332	Cotisations versées au FNAL					326,65		326,65		326,65	
6333	Particip employ à format cont					750,00		750,00		750,00	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					1 163,98		1 163,98		1 163,98	
	Sous Total compte 633					**3 342,67**		**3 342,67**		**3 342,67**	
63513	Autres impôts locaux					172,53		172,53		172,53	
	Sous Total compte 6351					**172,53**		**172,53**		**172,53**	
	Sous Total compte 635					**172,53**		**172,53**		**172,53**	
	Sous Total compte 63					**3 515,20**		**3 515,20**		**3 515,20**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					71 459,70		71 459,70		71 459,70	
	Sous Total compte 641					**71 459,70**		**71 459,70**		**71 459,70**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					20 815,10		20 815,10		20 815,10	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					5 112,92		5 112,92		5 112,92	
6454	Cotisations au Pôle Emploi					2 662,22		2 662,22		2 662,22	
	Sous Total compte 645					**28 590,24**		**28 590,24**		**28 590,24**	
648	Autres charges de personnel					2 632,80		2 632,80		2 632,80	
	Sous Total compte 64					**102 682,74**		**102 682,74**		**102 682,74**	
6541	Créances admises en non-valeur					11 493,37		11 493,37		11 493,37	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6542	Créances éteintes					9 518,57		9 518,57		9 518,57	
	Sous Total compte 654					**21 011,94**		**21 011,94**		**21 011,94**	
6588	Autres charges diverses de gestion courа					194,87		194,87		194,87	
	Sous Total compte 658					**194,87**		**194,87**		**194,87**	
	Sous Total compte 65					**21 206,81**		**21 206,81**		**21 206,81**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					4 581,84		4 581,84		4 581,84	
6742	Subv except équipement					139 019,96		139 019,96		139 019,96	
	Sous Total compte 674					**139 019,96**		**139 019,96**		**139 019,96**	
678	Autres charges exceptionnelles					136,36		136,36		136,36	
	Sous Total compte 67					**143 738,16**		**143 738,16**		**143 738,16**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					4 460,75		4 460,75		4 460,75	
	Sous Total compte 681					**4 460,75**		**4 460,75**		**4 460,75**	
	Sous Total compte 68					**4 460,75**		**4 460,75**		**4 460,75**	
	Total classe 6					**284 703,77**		**284 703,77**		**284 703,77**	
7062	Redevance d'assainisSEMent non collectif					2 463,62	175 450,99	2 463,62	175 450,99		172 987,37
	Sous Total compte 706					**2 463,62**	**175 450,99**	**2 463,62**	**175 450,99**		**172 987,37**
	Sous Total compte 70					**2 463,62**	**175 450,99**	**2 463,62**	**175 450,99**		**172 987,37**
747	Subv participations coll territoriales						9 310,45		9 310,45		9 310,45
	Sous Total compte 74						**9 310,45**		**9 310,45**		**9 310,45**
7588	Autres						0,24		0,24		0,24
	Sous Total compte 758						**0,24**		**0,24**		**0,24**
	Sous Total compte 75						**0,24**		**0,24**		**0,24**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7817	Reprises dépréciations actifs circulants						1 831,02		1 831,02		1 831,02
	Sous Total compte 781						1 831,02		1 831,02		1 831,02
	Sous Total compte 78						1 831,02		1 831,02		1 831,02
	Total classe 7					2 463,62	186 592,70	2 463,62	186 592,70		184 129,08
	Total général	520 663,80	520 663,80	799 382,87	895 496,81	287 107,39	191 053,45	1 607 214,06	1 607 214,06	673 349,90	673 349,90

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Délibération n°2026-010

Parc naturel régional du Gâtinais français

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres	
EN EXERCICE	161
PRESENTS :	74
VOTANTS :	99

OBJET :

FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe La Bobitaine

Nomenclature ACTES :
7 Finances locales
7.1 Décisions budgétaires

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

Transmis au Contrôle de Légalité le :
05 MARS 2026
Affichage le :
05 MARS 2026

FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe La Bobitaine

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU les statuts du Syndicat ;
VU la Charte constitutive du Parc naturel régional du Gâtinais français ;
VU le vote du 12 décembre 2024 approuvant les budgets primitifs 2025 ;
VU article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;

La présentation brève et synthétique ci-après retrace les informations financières essentielles du compte financier unique.

Il n'y a pas eu d'investissement réalisé en 2025.

Présentation synthétique du compte financier unique 2025

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025		
	Investissement	**Exploitation**
Recettes réalisées	- €	45 051.24 €
Dépenses réalisées	- €	18 786.66 €
Solde des réalisations de l'exercice	**- €**	**26 264.58 €**
Résultats antérieurs reportés	- €	52 724.96 €
Résultat cumulé	**- €**	**78 989.54 €**

SECTION D'EXPLOITATION

En 2025, le compte financier unique présente un résultat bénéficiaire d'exploitation d'un montant de 26 264.58 €.

Les dépenses d'exploitation ont représenté 18 786.66 € en 2025.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- Charges fixes : 6 833.36 €
- Charges de personnel et frais assimilés : 1 804.30 €
  L'effectif est de 0.03 ETP (gestion de badges, réservation de la salle, comptabilité, ...).
- Impôts sur les bénéfices : 10 149 €.

Les recettes d'exploitation ont représenté 45 051.24 € en 2025.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- Ventes de produits fabriqués, prestations de locations : 45 051.13 €
  Elles correspondent à 4 contrats annuels et des locations ponctuelles.
- Autres produits de gestion courante : 0.11 €.

Le Président se retire de la séance. La Vice-présidente propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver le compte financier unique du budget annexe La Bobitaine 2025.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent le compte financier unique du budget annexe La Bobitaine 2025, à l'unanimité.

Le Président

Parc naturel régional du Gâtinais français

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

IXBUS

Résumé de l'acte
091-259102564-20260303-2026-010-BF

Numéro de l'acte :	2026-010
Date de décision :	mardi 3 mars 2026
Nature de l'acte :	BF
Objet :	FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe La Bobitaine
Classification :	7.1 - Decisions budgetaires
Rédacteur :	Séverine HUYLEBROECK
AR reçu le :	05/03/2026
Numéro AR :	091-259102564-20260303-2026-010-BF
Document principal :	99_BU-LA_BOBITAINECFU2025_scelle.xml

Pièces jointes :

70_DE-2026-010-FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe La Bobitaine.pdf

99_BU-LA BOBITAINE CFU 2025.pdf

Historique :

05/03/26 15:11	En cours de création	
05/03/26 15:13	En préparation	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:18	Reçu	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:19	En cours de transmission	
05/03/26 15:20	Transmis en Préfecture	
05/03/26 15:24	Accusé de réception reçu	
05/03/26 15:41	Accusé de réception reçu	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:41	Accusé de réception reçu	Séverine HUYLEBROECK

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LA BOBITAINE-SMAG PNR GATINAIS

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE S.M.A.G. PNR DU GATINAIS -

Numéro SIRET : 25910256400053

POSTE COMPTABLE : 091012 SGC LA FERTE-ALAIS

Compte financier unique (M4)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

			Arrêté et signatures ECCF
		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	19
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	20
C2	Recettes d'investissement	Comptable	22
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	23
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	24
B	Compte de résultat	Comptable	29
C	Balance des comptes	Comptable	32
	IV. États annexés		
A	**Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes**	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	**État de la dette - Détail des crédits de trésorerie**	Ordonnateur	
B1.2	**État de la dette - Répartition par nature de dette**	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	37

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	6 500,00	52 489,00	58 989,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	45 051,24	45 051,24
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	6 500,00	105 213,96	111 713,96
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	18 786,66	18 786,66
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	0,00	26 264,58	26 264,58
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	52 724,96	52 724,96
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	0,00	78 989,54	78 989,54
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	0,00	78 989,54	78 989,54

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
LA BOBITAINE-SMAG PNR GATINAIS					
Investissement					
Fonctionnement	52 724,96		26 264,58		78 989,54
Sous-Total	52 724,96		26 264,58		78 989,54
TOTAL III	52 724,96		26 264,58		78 989,54
TOTAL I + II + III	52 724,96		26 264,58		78 989,54

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(3) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(3) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	0,00	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	0,00	Réserves	0,00
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	52,72
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	26,26
Autres immobilisations corporelles	0,00	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	0,00	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	0,00	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	0,00	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	TOTAL FONDS PROPRES	78,99
Créances	0,00	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0,00
Valeurs mobilières de placement	0,00	Dettes financières à long terme	0,00
Disponibilités	81,27	Fournisseurs (2)	2,28
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	81,27	Total des dettes à court terme	2,28
Comptes de régularisation	0,00	TOTAL DETTES	2,28
		Comptes de régularisation	0,00
TOTAL ACTIF	81,27	TOTAL PASSIF	81,27

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	45,05	47,90
Autres produits		
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	45,05	47,90
Traitements, salaires, charges sociales	1,77	5,24
Achats et charges externes	6,83	5,88
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges	0,04	0,08
Charges courantes non financières	8,64	11,20
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**36,41**	**36,70**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**36,41**	**36,70**
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Impôts sur les bénéfices	**10,15**	**5,11**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**26,26**	**31,59**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE MODALITES DE VOTE DU BUDGET	II A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires :

(1) Accompagner par « du chapitre » ou « de l'article »
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres spécifiques d'équipement
(3) Accompagner par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ..... du .....)

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	76 888,96	6 833,36	0,00	6 833,36	8,89	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	2 325,00	1 804,30	0,00	1 804,30	77,60	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**81 213,96**	**8 637,66**	**0,00**	**8 637,66**	**10,64**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	16 500,00	10 149,00	0,00	10 149,00	61,51	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**98 713,96**	**18 786,66**	**0,00**	**18 786,66**	**19,03**	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	0,00					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**105 213,96**	**18 786,66**	**0,00**	**18 786,66**	**17,86**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**105 213,96**	**18 786,66**	**0,00**	**18 786,66**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) ce chapitre n'existe pas en M49
(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	50 989,00	45 051,13	0,00	45 051,13	88,35	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	1 000,00	0,11	0,00	0,11	0,01	0,00
Total des recettes de gestion courante		**51 989,00**	**45 051,24**	**0,00**	**45 051,24**	**86,66**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**52 489,00**	**45 051,24**	**0,00**	**45 051,24**	**85,83**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**52 489,00**	**45 051,24**	**0,00**	**45 051,24**	**85,83**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**52 724,96**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**105 213,96**	**45 051,24**	**0,00**	**45 051,24**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43
(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	6 500,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprevues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**6 500,00**	**0,00**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	0,00			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*6 500,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d' investissement		***6 500,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**6 500,00**	**0,00**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)		14,77		14,77	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		643,26		643,26	
6064	Fournitures administratives		5,39		5,39	
6156	Maintenance		3 297,21		3 297,21	
6161	Multirisques		9,62		9,62	
6261	Frais d'affranchissement		3,65		3,65	
6262	Frais de télécommunications		17,26		17,26	
6283	Frais de nettoyage des locaux		2 842,00		2 842,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	76 888,96	6 833,36		6 833,36	70 055,60
6331	Versement mobilité		20,36		20,36	
6332	Cotisations versées au FNAL		1,27		1,27	
6336	Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la fonction publique territoriale		15,91		15,91	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		1 272,42		1 272,42	
6451	Cotisations à l'URSSAF		389,37		389,37	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		53,44		53,44	
6454	Cotisations au Pôle Emploi		51,53		51,53	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	2 325,00	1 804,30		1 804,30	520,70
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	2 000,00				2 000,00
Total des dépenses de gestion courante		**81 213,96**	**8 637,66**		**8 637,66**	**72 576,30**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	1 000,00				1 000,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
6951	Impôts sur les bénéfices		10 149,00		10 149,00	
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	16 500,00	10 149,00		10 149,00	6 351,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**98 713,96**	**18 786,66**		**18 786,66**	**79 927,30**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*6 500,00*				*6 500,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 500,00***				***6 500,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**105 213,96**	**18 786,66**		**18 786,66**	**86 427,30**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**105 213,96**	**18 786,66**		**18 786,66**	**86 427,30**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
7083	Locations diverses		45 051,13		45 051,13	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	50 989,00	45 051,13		45 051,13	5 937,87
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
total chapitre 74	Subventions d'exploitation					
7588	Autres		0,11		0,11	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	1 000,00	0,11		0,11	999,89
Total des recettes de gestion courante		**51 989,00**	**45 051,24**		**45 051,24**	**6 937,76**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits exceptionnels	500,00				500,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**52 489,00**	**45 051,24**		**45 051,24**	**7 437,76**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation						
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**52 489,00**	**45 051,24**		**45 051,24**	**7 437,76**
002 Résultat d'exploitation reporté		**52 724,96**				
Total des recettes de la section d'exploitation		**105 213,96**	**45 051,24**		**45 051,24**	**60 162,72**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	6 500,00				6 500,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
Total des dépenses d'équipement		**6 500,00**				**6 500,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 500,00**				**6 500,00**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**6 500,00**				**6 500,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section d'investissement		6 500,00				6 500,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*					
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*6 500,00*				*6 500,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***6 500,00***				***6 500,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		6 500,00				6 500,00
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		6 500,00				6 500,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

97600 - LA BOBITAINE-SMAG PNR GATINAIS

Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D				
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Fonds commercial, droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
3) Reçues en affectation ou en concession				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés				
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres				
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal				
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	81 267,54		81 267,54	62 600,28
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	81 267,54		81 267,54	62 600,28
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser				
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	81 267,54		81 267,54	62 600,28

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations		
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau (1)	52 724,96	21 130,09
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	26 264,58	31 594,87
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**78 989,54**	**52 724,96**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	198,00	415,65

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	2 080,00	9 459,67
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques		
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)		
Dettes envers les budgets annexés ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**2 278,00**	**9 875,32**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser		
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**81 267,54**	**62 600,28**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
Divers	*45 051,13*	*47 895,38*
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits issus de la fiscalité		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	0,11	2,01
TOTAL I	**45 051,24**	**47 897,39**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	6 833,36	5 863,85
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*37,54*	*78,10*
Autres		
Salaires et traitements	1 272,42	3 719,53
Charges sociales	494,34	1 516,04
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges		
TOTAL II	**8 637,66**	**11 197,52**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**36 413,58**	**36 699,87**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RÉSULTAT COURANT	**36 413,58**	**36 699,87**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations		
Reprises sur dépréciations et provisions		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Impôts sur les bénéfices (VII)	**10 149,00**	**5 105,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**45 051,24**	**47 897,39**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**18 786,66**	**16 302,52**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**26 264,58**	**31 594,87**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)		21 130,09		31 594,87				52 724,96		52 724,96
	Sous Total compte 11		**21 130,09**		**31 594,87**				**52 724,96**		**52 724,96**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perl		31 594,87	31 594,87				31 594,87	31 594,87		
	Sous Total compte 12		**31 594,87**	**31 594,87**				**31 594,87**	**31 594,87**		
	Total classe 1		**52 724,96**	**31 594,87**	**31 594,87**			**31 594,87**	**84 319,83**		**52 724,96**
4011	Fournisseurs		415,65	7 839,12	7 621,47			7 839,12	8 037,12		198,00
	Sous Total compte 401		**415,65**	**7 839,12**	**7 621,47**			**7 839,12**	**8 037,12**		**198,00**
	Sous Total compte 40		**415,65**	**7 839,12**	**7 621,47**			**7 839,12**	**8 037,12**		**198,00**
421	Personnel - Rémunérations dues		3 719,53	4 991,95	1 272,42			4 991,95	4 991,95		
	Sous Total compte 42		**3 719,53**	**4 991,95**	**1 272,42**			**4 991,95**	**4 991,95**		
431	Sécurité sociale		1 227,73	1 671,81	444,08			1 671,81	1 671,81		
437	Autres organismes sociaux		306,90	358,43	51,53			358,43	358,43		
	Sous Total compte 43		**1 534,63**	**2 030,24**	**495,61**			**2 030,24**	**2 030,24**		
444	État - Impôts sur les bénéfices			10 149,00	10 149,00			10 149,00	10 149,00		
44551	TVA à décaisser		4 146,00	10 288,00	8 222,00			10 288,00	12 368,00		2 080,00
	Sous Total compte 4455		**4 146,00**	**10 288,00**	**8 222,00**			**10 288,00**	**12 368,00**		**2 080,00**
44566	TVA sur autres biens et services			788,88	788,88			788,88	788,88		
44567	Crédit de TVA à reporter			212,00	212,00			212,00	212,00		
	Sous Total compte 4456			**1 000,88**	**1 000,88**			**1 000,88**	**1 000,88**		
44571	TVA collectée			9 010,42	9 010,42			9 010,42	9 010,42		
	Sous Total compte 4457			**9 010,42**	**9 010,42**			**9 010,42**	**9 010,42**		
	Sous Total compte 445		**4 146,00**	**20 299,30**	**18 233,30**			**20 299,30**	**22 379,30**		**2 080,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
447	Autres impôts, taxes		59,51	95,78	36,27			95,78	95,78		
	Sous Total compte 44		**4 205,51**	**30 544,08**	**28 418,57**			**30 544,08**	**32 624,08**		**2 080,00**
4711	Versements des régisseurs			54 061,35	54 061,35			54 061,35	54 061,35		
	Sous Total compte 471			**54 061,35**	**54 061,35**			**54 061,35**	**54 061,35**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			0,87	0,87			0,87	0,87		
	Sous Total compte 478			**0,87**	**0,87**			**0,87**	**0,87**		
	Sous Total compte 47			**54 062,22**	**54 062,22**			**54 062,22**	**54 062,22**		
	Total classe 4		**9 875,32**	**89 467,61**	**91 870,29**			**99 467,61**	**101 745,61**		**2 278,00**
515	Compte au trésor	62 600,28		54 061,35	35 394,09			116 661,63	35 394,09	81 267,54	
	Sous Total compte 51	**62 600,28**		**54 061,35**	**35 394,09**			**116 661,63**	**35 394,09**	**81 267,54**	
	Total classe 5	**62 600,28**		**54 061,35**	**35 394,09**			**116 661,63**	**35 394,09**	**81 267,54**	
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie					14,77		14,77		14,77	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équi					643,26		643,26		643,26	
6064	Fournitures administratives					5,39		5,39		5,39	
	Sous Total compte 606					**663,42**		**663,42**		**663,42**	
	Sous Total compte 60					**663,42**		**663,42**		**663,42**	
6156	Maintenance					3 297,21		3 297,21		3 297,21	
	Sous Total compte 615					**3 297,21**		**3 297,21**		**3 297,21**	
6161	Multirisques					9,62		9,62		9,62	
	Sous Total compte 616					**9,62**		**9,62**		**9,62**	
	Sous Total compte 61					**3 306,83**		**3 306,83**		**3 306,83**	
6261	Frais d'affranchissement					3,85		3,85		3,85	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6262	Frais de télécommunications					17,26		17,26		17,26	
	Sous Total compte 626					**21,11**		**21,11**		**21,11**	
6283	Frais de nettoyage des locaux					2 842,00		2 842,00		2 842,00	
	Sous Total compte 628					**2 842,00**		**2 842,00**		**2 842,00**	
	Sous Total compte 62					**2 863,11**		**2 863,11**		**2 863,11**	
6331	Versement mobilité					20,36		20,36		20,36	
6332	Cotisations versées au FNAL					1,27		1,27		1,27	
6336	Cotisations au centre national et aux ce					15,91		15,91		15,91	
	Sous Total compte 633					**37,54**		**37,54**		**37,54**	
	Sous Total compte 63					**37,54**		**37,54**		**37,54**	
6411	Salaires, appointements, commissions de					1 272,42		1 272,42		1 272,42	
	Sous Total compte 641					**1 272,42**		**1 272,42**		**1 272,42**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					389,37		389,37		389,37	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					53,44		53,44		53,44	
6454	Cotisations au Pôle Emploi					51,53		51,53		51,53	
	Sous Total compte 645					**494,34**		**494,34**		**494,34**	
	Sous Total compte 64					**1 766,76**		**1 766,76**		**1 766,76**	
6951	Impôts sur les bénéfices					10 149,00		10 149,00		10 149,00	
	Sous Total compte 695					**10 149,00**		**10 149,00**		**10 149,00**	
	Sous Total compte 69					**10 149,00**		**10 149,00**		**10 149,00**	
	Total classe 6					**18 786,66**		**18 786,66**		**18 786,66**	
7083	Locations diverses						45 051,13		45 051,13		45 051,13

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 708						45 051,13		45 051,13		45 051,13
	Sous Total compte 70						45 051,13		45 051,13		45 051,13
7588	Autres						0,11		0,11		0,11
	Sous Total compte 758						0,11		0,11		0,11
	Sous Total compte 75						0,11		0,11		0,11
	Total classe 7						45 051,24		45 051,24		45 051,24
	Total général	62 600,28	62 600,28	185 123,83	158 859,25	18 786,66	45 051,24	266 510,77	266 510,77	100 054,20	100 054,20

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 29/01/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M REGUER Olivier	du 01/01/2025	au 29/01/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LEYNAERT Celine (1036624449-0), Inspecteur des Finances Publiques — **A DDFIP DE L'ESSONNE, le 03/02/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
REGUER Olivier (1014091943-0), Inspecteur divisionnaire FIP hors classe — **A LA FERTE-ALAIS, le 03/02/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 03/03/2026 par l'organe délibérant.
BOUSSAINGAULT JEAN-JACQUES (jboussaingault1-xt), LE PRESIDENT BOUSSAINGAULT Jean-Jacques — **A MILLY-LA-FORET, le 04/03/2026**

Parc naturel régional du Gâtinais français

Délibération n°2026-011

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres	
EN EXERCICE	*161*
PRESENTS :	*74*
VOTANTS :	**99**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON :

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIÉL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX :

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

OBJET :

FINANCES
Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SARE

Nomenclature ACTES :
7 Finances locales
7.1 Décisions budgétaires

Transmis au Contrôle de Légalité le :
05 MARS 2026
Affichage le :
05 MARS 2026

FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SARE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU les statuts du Syndicat ;
VU la Charte constitutive du Parc naturel régional du Gâtinais français ;
VU le vote du 12 décembre 2024 approuvant les budgets primitifs 2025 ;
VU article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;

La présentation brève et synthétique ci-après retrace les informations financières essentielles du compte financier unique.

Présentation synthétique du compte financier unique 2025

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025		
	Investissement	**Exploitation**
Recettes réalisées	2 780.11 €	694 755.59 €
Dépenses réalisées	27 241.75 €	718 888.18 €
Solde des réalisations de l'exercice	**- 24 461.64 €**	**- 24 132.59 €**
Résultats antérieurs reportés	-1 027.66 €	- 26 950.20 €
Résultat cumulé	**-25 489.30 €**	**- 51 082.79 €**

SECTION D'EXPLOITATION

En 2025, le compte financier unique présente un résultat déficitaire d'exploitation d'un montant de 24 132.59 €.

Les dépenses d'exploitation ont représenté 718 888.18 € en 2025.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- Charges à caractère général : 53 248.69€
- Charges de personnel et frais assimilés : 663 881.16 €
  Elles ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de la revalorisation des contrats et d'un remplacement de congés maternité. L'effectif est de 13 ETP.
- Autres charges de gestion courantes : 20.63 €
- Opérations d'ordre de transfert entre sections : 1 737.70 €.

Les recettes d'exploitation ont représenté 694 755.59 € en 2025.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- Produits divers, ventes diverses : 570 473.81 €
  Il s'agit principalement du personnel affecté dans les Communautés de communes et les Communautés d'agglomération. Les dossiers de particuliers « Mon Accompagnateur Rénov » ont été facturés à la hauteur de 81 100 €.
- Dotations et participations : 116 688 €
  Il s'agit de la participation de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) à la hauteur de 106 710 € et du Conseil départemental de l'Essonne pour les programmes de certificats d'économie d'énergie 2021 à 2024 pour un solde de 9 978 €.
- Atténuations des charges : 7 593.17 €, il s'agit de la demande des remboursements des indemnités journalières de maternité et paternité.
- Autres produits de gestion courante : 0.61 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

En 2025, le compte financier unique présente un résultat déficitaire d'investissement de 24 461.64 €.

Il s'agit :

- Immobilisations corporelles : 27 241.75 €
  Avec notamment l'acquisition d'un véhicule électrique et du matériel informatique.
- En recettes : 2 780.11 €, dont 1 042.41 € en FCTVA et 1 737.70 € d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

Le Président se retire de la séance. La Vice-présidente propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver le compte financier unique du budget annexe SARE 2025.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent le compte financier unique du budget annexe SARE 2025, à l'unanimité.

Le Président

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Parc naturel régional du Gâtinais français

IXBUS

Résumé de l'acte
091-259102564-20260303-2026-011-BF

Numéro de l'acte :	2026-011
Date de décision :	mardi 3 mars 2026
Nature de l'acte :	BF
Objet :	FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SARE
Classification :	7.1 - Decisions budgetaires
Rédacteur :	Séverine HUYLEBROECK
AR reçu le :	05/03/2026
Numéro AR :	091-259102564-20260303-2026-011-BF
Document principal :	99_BU-SARECFU2025_scelle.xml

Pièces jointes :

70_DE-2026-011-FINANCES Approbation du compte financier unique 2025 - budget annexe SARE.pdf

71_AN-SARE CFU 2025 .pdf

Historique :

05/03/26 15:16	En cours de création	
05/03/26 15:17	En préparation	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:18	Reçu	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:18	En cours de transmission	
05/03/26 15:20	Transmis en Préfecture	
05/03/26 15:24	Accusé de réception reçu	
05/03/26 15:41	Accusé de réception reçu	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:41	Accusé de réception reçu	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:41	Accusé de réception reçu	Séverine HUYLEBROECK
05/03/26 15:41	Accusé de réception reçu	Séverine HUYLEBROECK

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCE ACCOMP RENOV° ENERG-SARE

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE S.M.A.G. PNR DU GATINAIS -

Numéro SIRET : 25910256400061

POSTE COMPTABLE : 091012 SGC LA FERTE-ALAIS

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

		Origine des données	Arrêté et signatures ECCF Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	31
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	33
B	Compte de résultat	Comptable	37
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	39
D	Balance des comptes	Comptable	40
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	48

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.
(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.
(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	46 900,00	1 030 750,20	1 077 650,20
	Recettes réalisées (1)	B	2 780,11	694 755,59	697 535,70
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	45 672,34	1 003 800,00	1 049 672,34
	Dépenses réalisées (1)	E	27 241,75	718 688,18	746 129,93
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-24 461,64	-24 132,59	-48 594,23
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-1 027,66	-26 950,20	-27 977,86
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-25 489,30	-51 082,79	-76 572,09
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-25 489,30	-51 082,79	-76 572,09

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
SCE ACCOMP RENOV° ENERG-SARE					
Investissement	-1 027,66		-24 461,64		-25 489,30
Fonctionnement	-26 950,20		-24 132,59		-51 082,79
Sous-Total	-27 977,86		-48 594,23		-76 572,09
TOTAL II	-27 977,86		-48 594,23		-76 572,09
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	-27 977,86		-48 594,23		-76 572,09

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLECTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 016.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(I V)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante
(3) Hors recettes imputées au chapitre 016.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	1,04
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	-26,95
Terrains		Résultat de l'exercice	-24,13
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**-50,04**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	26,53	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**26,53**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1,80
Stocks		Autres dettes non financières	128,81
Créances	54,04	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**130,61**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**54,04**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**130,61**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**80,57**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**80,57**

(1) Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations	116,69	161,98
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	570,47	594,46
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**687,16**	**756,44**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	52,13	57,81
Charges de personnel	634,92	628,43
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,02	
Impôts et taxes	22,49	17,44
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1,74	2,99
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**711,30**	**706,67**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	-24,13	49,77
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	-24,13	49,77

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N	F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 *A bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(3) Au maximum dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N° ... du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	39 872,34	27 241,75	68,32	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**45 872,34**	**27 241,75**	**59,39**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**45 872,34**	**27 241,75**	**59,39**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**45 872,34**	**27 241,75**	**59,39**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**1 027,66**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**46 900,00**	**27 241,75**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) *DI 041 = RI 041*
(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 200,00	1 042,41	86,87	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 200,00**	**1 042,41**	**86,87**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*45 700,00*	*1 737,70*	*3,80*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**45 700,00**	**1 737,70**	**3,80**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**46 900,00**	**2 780,11**	**5,93**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**46 900,00**	**2 780,11**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.
(2) Voir l'état iV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »)
(7) *DI 041 = RI 041*
(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2804

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	166 900,00	51 448,69	1 800,00	53 248,69	31,90	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	783 500,00	663 881,16	0,00	663 881,16	84,73	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	2 000,00	20,63	0,00	20,63	1,03	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**952 400,00**	**715 350,48**	**1 800,00**	**717 150,48**	**75,30**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	3 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**958 100,00**	**715 350,48**	**1 800,00**	**717 150,48**	**74,85**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*45 700,00*	*1 737,70*	*0,00*	*1 737,70*	*3,80*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**45 700,00**	**1 737,70**	**0,00**	**1 737,70**	**3,80**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 003 800,00**	**717 088,18**	**1 800,00**	**718 888,18**	**71,62**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**26 950,20**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 030 750,20**	**717 088,18**	**1 800,00**	**718 888,18**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	7 593,17	0,00	7 593,17	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	744 770,87	570 473,81	0,00	570 473,81	76,60	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	284 979,33	116 688,00	0,00	116 688,00	40,95	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 000,00	0,61	0,00	0,61	0,06	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 030 750,20**	**694 755,59**	**0,00**	**694 755,59**	**67,40**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**1 030 750,20**	**694 755,59**	**0,00**	**694 755,59**	**67,40**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 030 750,20**	**694 755,59**	**0,00**	**694 755,59**	**67,40**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 030 750,20**	**694 755,59**	**0,00**	**694 755,59**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées
(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables
(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 000,00				6 000,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
21828	Autres matériels de transport		26 649,26		26 649,26	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		592,49		592,49	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	39 872,34	27 241,75		27 241,75	12 630,59
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement		**45 872,34**	**27 241,75**		**27 241,75**	**18 630,59**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**45 872,34**	**27 241,75**		**27 241,75**	**18 630,59**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**45 872,34**	**27 241,75**		**27 241,75**	**18 630,59**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 027,66**				
Total des dépenses de la section d'investissement		**46 900,00**	**27 241,75**		**27 241,75**	**19 658,25**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		1 042,41		1 042,41	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 200,00	1 042,41		1 042,41	157,59
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**1 200,00**	**1 042,41**		**1 042,41**	**157,59**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*		*770,50*		*770,50*	
281826	*Autres matériels de transport*		*681,04*		*681,04*	
281838	*Autre matériel informatique*		*257,16*		*257,16*	
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*29,00*		*29,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*45 700,00*	*1 737,70*		*1 737,70*	*43 962,30*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***45 700,00***	***1 737,70***		***1 737,70***	***43 962,30***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**46 900,00**	**2 780,11**		**2 780,11**	**44 119,89**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		**46 900,00**	**2 780,11**		**2 780,11**	**44 119,89**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

97700 - SCE ACCOMP RENOV° ENERG-SARE — Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement		107,75		107,75	
60612	Énergie - Électricité		3 393,73		3 393,73	
60613	Chauffage urbain		1 300,25		1 300,25	
60622	Carburants		1 368,69		1 368,69	
60632	Fournitures de petit équipement		1 644,78		1 644,78	
6064	Fournitures administratives		1 925,39		1 925,39	
611	Contrats de prestations de services		19 800,00		19 800,00	
61551	Matériel roulant		2 837,48		2 837,48	
6156	Maintenance		3 408,78		3 408,78	
6161	Multirisques		3 268,78		3 268,78	
6236	Catalogues et imprimés		1 123,20		1 123,20	
6251	Voyages, déplacements et missions		2 045,55		2 045,55	
6261	Frais d'affranchissement		1 251,53		1 251,53	
6262	Frais de télécommunications		5 609,02		5 609,02	
6283	Frais de nettoyage des locaux		3 042,29		3 042,29	
63513	Autres impôts locaux		1 121,47		1 121,47	
total chapitre 011	Charges à caractère général	166 900,00	53 248,69		53 248,69	113 651,31
6331	Versement mobilité		7 308,13		7 308,13	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		2 269,73		2 269,73	
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue		4 462,00		4 462,00	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		7 323,71		7 323,71	
64131	Rémunérations		446 295,38		446 295,38	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		142 355,70		142 355,70	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		19 160,42		19 160,42	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		17 735,39		17 735,39	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6488	Autres		16 970,70		16 970,70	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	783 500,00	663 881,16		663 881,16	119 618,84
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65888	Autres		20,63		20,63	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	2 000,00	20,63		20,63	1 979,37
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**952 400,00**	**717 150,48**		**717 150,48**	**235 249,52**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques	2 000,00				2 000,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	3 700,00				3 700,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**958 100,00**	**717 150,48**		**717 150,48**	**240 949,52**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*1 737,70*		*1 737,70*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*45 700,00*	*1 737,70*		*1 737,70*	*43 962,30*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***45 700,00***	***1 737,70***		***1 737,70***	***43 962,30***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 003 800,00**	**718 888,18**		**718 888,18**	**284 911,82**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**26 950,20**				
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 030 750,20**	**718 888,18**		**718 888,18**	**311 862,02**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		7 593,17		7 593,17	
total chapitre 013	Atténuations de charges		7 593,17		7 593,17	-7 593,17
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
706888	Autres		81 100,00		81 100,00	
70848	aux autres organismes		547 904,48	58 530,67	489 373,81	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	744 770,87	629 004,48	58 530,67	570 473,81	174 297,06
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
74718	Autres		106 710,00		106 710,00	
7473	Départements		9 978,00		9 978,00	
total chapitre 74	Dotations et participations	284 979,33	116 688,00		116 688,00	168 291,33
75888	Autres		0,61		0,61	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	1 000,00	0,61		0,61	999,39
Total des recettes de gestion des services		**1 030 750,20**	**753 286,26**	**58 530,67**	**694 755,59**	**335 994,61**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**1 030 750,20**	**753 286,26**	**58 530,67**	**694 755,59**	**335 994,61**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement						
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 030 750,20**	**753 286,26**	**58 530,67**	**694 755,59**	**335 994,61**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 030 750,20**	**753 286,26**	**58 530,67**	**694 755,59**	**335 994,61**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles		828,00	828,00		770,50
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		35 653,69	9 121,98	26 531,71	257,16
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**36 481,69**	**9 949,98**	**26 531,71**	**1 027,66**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		43 438,75		43 438,75	170 570,67
Créances sur les redevables et comptes rattachés		10 600,00		10 600,00	35 950,00
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**54 038,75**		**54 038,75**	**206 520,67**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**90 520,44**	**9 949,98**	**80 570,46**	**207 548,33**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés		1 042,41	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU		-26 950,20	-76 721,53
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-24 132,59	49 771,33
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**-50 040,38**	**-26 950,20**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 800,00	1 800,00
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		128 810,84	232 698,53
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**130 610,84**	**234 498,53**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**130 610,84**	**234 498,53**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**80 570,46**	**207 548,33**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations		116 688,00	161 976,25	-45 288,25
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		570 473,81	594 462,64	-23 988,83
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		0,61	1,18	-0,57
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**687 162,42**	**756 440,07**	**-69 277,65**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		52 127,22	57 811,73	-5 684,51
Charges de personnel		634 924,42	628 427,77	6 496,65
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*455 672,91*	*451 818,00*	*3 854,91*
Dont charges sociales		*179 251,51*	*176 609,77*	*2 641,74*
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		20,63	1,84	18,79
Impôts et taxes		22 485,04	17 438,08	5 046,96
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 737,70	2 989,32	-1 251,62
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**711 295,01**	**706 668,74**	**4 626,27**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-24 132,59**	**49 771,33**	**-73 903,92**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-24 132,59**	**49 771,33**	**-73 903,92**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	C

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	F.C.T.V.A						1 042,41		1 042,41		1 042,41
	Sous Total compte 1022						**1 042,41**		**1 042,41**		**1 042,41**
	Sous Total compte 102						**1 042,41**		**1 042,41**		**1 042,41**
	Sous Total compte 10						**1 042,41**		**1 042,41**		**1 042,41**
119	Report à nouveau (solde débiteur)	76 721,53			49 771,33			76 721,53	49 771,33	26 950,20	
	Sous Total compte 11	**76 721,53**			**49 771,33**			**76 721,53**	**49 771,33**	**26 950,20**	
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		49 771,33	49 771,33				49 771,33	49 771,33		
	Sous Total compte 12		**49 771,33**	**49 771,33**				**49 771,33**	**49 771,33**		
	Total classe 1	**76 721,53**	**49 771,33**	**49 771,33**	**49 771,33**		**1 042,41**	**126 492,86**	**100 585,07**	**26 950,20**	**1 042,41**
2051	Concessions et droits similaires	828,00						828,00		828,00	
	Sous Total compte 205	**828,00**						**828,00**		**828,00**	
	Sous Total compte 20	**828,00**						**828,00**		**828,00**	
21828	Autres matériels de transport					26 649,26		26 649,26		26 649,26	
	Sous Total compte 2182					**26 649,26**		**26 649,26**		**26 649,26**	
21838	Autre matériel informatique	8 411,94						8 411,94		8 411,94	
	Sous Total compte 2183	8 411,94						**8 411,94**		**8 411,94**	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers					592,49		592,49		592,49	
	Sous Total compte 2184					**592,49**		**592,49**		**592,49**	
	Sous Total compte 218	**8 411,94**				**27 241,75**		**35 653,69**		**35 653,69**	
	Sous Total compte 21	**8 411,94**				**27 241,75**		**35 653,69**		**35 653,69**	
2805	Concessions, brevets, licences, droits e		57,50				770,50		828,00		828,00
	Sous Total compte 280		**57,50**				**770,50**		**828,00**		**828,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281828	Autres matériels de transport						681,04		681,04		681,04
	Sous Total compte 28182						**681,04**		**681,04**		**681,04**
281838	Autre matériel informatique		8 154,78				257,16		8 411,94		8 411,94
	Sous Total compte 28183		**8 154,78**				**257,16**		**8 411,94**		**8 411,94**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers						29,00		29,00		29,00
	Sous Total compte 28184						**29,00**		**29,00**		**29,00**
	Sous Total compte 2818		**8 154,78**				**967,20**		**9 121,98**		**9 121,98**
	Sous Total compte 281		**8 154,78**				**967,20**		**9 121,98**		**9 121,98**
	Sous Total compte 28		**8 212,28**				**1 737,70**		**9 949,98**		**9 949,98**
	Total classe 2	**9 239,94**	**8 212,28**			**27 241,75**	**1 737,70**	**36 481,69**	**9 949,98**	**36 481,69**	**9 949,98**
4011	Fournisseurs		1 800,00	50 081,67	48 281,67			50 081,67	50 081,67		
	Sous Total compte 401		**1 800,00**	**50 081,67**	**48 281,67**			**50 081,67**	**50 081,67**		
4041	Fournisseurs d'immobilisations			27 241,75	27 241,75			27 241,75	27 241,75		
	Sous Total compte 404			**27 241,75**	**27 241,75**			**27 241,75**	**27 241,75**		
408	Fournisseurs - Factures non parvenues				1 800,00				1 800,00		1 800,00
	Sous Total compte 40		**1 800,00**	**77 323,42**	**77 323,42**			**77 323,42**	**79 123,42**		**1 800,00**
411	Redevables	12 200,00		415 115,73	416 715,73			427 315,73	416 715,73	10 600,00	
4161	Créances douteuses	23 750,00			23 750,00			23 750,00	23 750,00		
	Sous Total compte 416	**23 750,00**			**23 750,00**			**23 750,00**	**23 750,00**		
	Sous Total compte 41	**35 950,00**		**415 115,73**	**440 465,73**			**451 065,73**	**440 465,73**	**10 600,00**	
421	Personnel - Rémunérations dues			405 608,19	405 608,19			405 608,19	405 608,19		
	Sous Total compte 42			**405 608,19**	**405 608,19**			**405 608,19**	**405 608,19**		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
431	Sécurité sociale			188 851,30	188 851,30			188 851,30	188 851,30		
437	Autres organismes sociaux			23 387,25	23 387,25			23 387,25	23 387,25		
	Sous Total compte 43			**212 238,55**	**212 238,55**			**212 238,55**	**212 238,55**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			12 209,61	12 209,61			12 209,61	12 209,61		
	Sous Total compte 442			**12 209,61**	**12 209,61**			**12 209,61**	**12 209,61**		
44332	Recettes - Amiable	112 040,00			112 040,00			112 040,00	112 040,00		
	Sous Total compte 4433	**112 040,00**			**112 040,00**			**112 040,00**	**112 040,00**		
44342	Recettes - Amiable			43 438,75				43 438,75		43 438,75	
	Sous Total compte 4434			**43 438,75**				**43 438,75**		**43 438,75**	
44352	Recettes - Amiable			170 450,00	170 450,00			170 450,00	170 450,00		
	Sous Total compte 4435			**170 450,00**	**170 450,00**			**170 450,00**	**170 450,00**		
	Sous Total compte 443	**112 040,00**		**213 888,75**	**282 490,00**			**325 928,75**	**282 490,00**	**43 438,75**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim			17 978,21	17 978,21			17 978,21	17 978,21		
4487	Produits à recevoir	58 530,67			58 530,67			58 530,67	58 530,67		
	Sous Total compte 448	**58 530,67**			**58 530,67**			**58 530,67**	**58 530,67**		
	Sous Total compte 44	**170 570,67**		**244 076,57**	**371 208,49**			**414 647,24**	**371 208,49**	**43 438,75**	
45101	Compte de rattachement avec... (à subdiv		232 698,53	910 310,48	806 422,79			910 310,48	1 039 121,32		128 810,84
	Sous Total compte 451		**232 698,53**	**910 310,48**	**806 422,79**			**910 310,48**	**1 039 121,32**		**128 810,84**
	Sous Total compte 45		**232 698,53**	**910 310,48**	**806 422,79**			**910 310,48**	**1 039 121,32**		**128 810,84**
46711	Autres comptes créditeurs			19 034,25	19 034,25			19 034,25	19 034,25		
	Sous Total compte 4671			**19 034,25**	**19 034,25**			**19 034,25**	**19 034,25**		
	Sous Total compte 467			**19 034,25**	**19 034,25**			**19 034,25**	**19 034,25**		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 46			19 034,25	19 034,25			19 034,25	19 034,25		
4712	Virements réimputés			2 044,17	2 044,17			2 044,17	2 044,17		
47138	Autres			233 760,58	233 760,58			233 760,58	233 760,58		
	Sous Total compte 4713			**233 760,58**	**233 760,58**			**233 760,58**	**233 760,58**		
	Sous Total compte 471			**235 804,75**	**235 804,75**			**235 804,75**	**235 804,75**		
4728	Autres dépenses à régulariser			59 987,00	59 987,00			59 987,00	59 987,00		
	Sous Total compte 472			**59 987,00**	**59 987,00**			**59 987,00**	**59 987,00**		
	Sous Total compte 47			**295 791,75**	**295 791,75**			**295 791,75**	**295 791,75**		
	Total classe 4	**206 520,67**	**234 498,53**	**2 579 498,94**	**2 628 093,17**			**2 786 019,61**	**2 862 591,70**	**54 038,75**	**130 610,84**
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 737,70	1 737,70			1 737,70	1 737,70		
	Sous Total compte 58			**1 737,70**	**1 737,70**			**1 737,70**	**1 737,70**		
	Total classe 5			**1 737,70**	**1 737,70**			**1 737,70**	**1 737,70**		
60611	Eau et assainissement					107,75		107,75		107,75	
60612	Énergie - Électricité					3 393,73		3 393,73		3 393,73	
60613	Chauffage urbain					1 300,25		1 300,25		1 300,25	
	Sous Total compte 6061					**4 801,73**		**4 801,73**		**4 801,73**	
60622	Carburants					1 368,69		1 368,69		1 368,69	
	Sous Total compte 6062					**1 368,69**		**1 368,69**		**1 368,69**	
60632	Fournitures de petit équipement					1 644,78		1 644,78		1 644,78	
	Sous Total compte 6063					**1 644,78**		**1 644,78**		**1 644,78**	
6064	Fournitures administratives					1 925,39		1 925,39		1 925,39	
	Sous Total compte 606					**9 740,59**		**9 740,59**		**9 740,59**	
	Sous Total compte 60					9 740,59		9 740,59		9 740,59	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
611	Contrats de prestations de services					19 800,00		19 800,00		19 800,00	
61551	Matériel roulant					2 837,48		2 837,48		2 837,48	
	Sous Total compte 6155					**2 837,48**		**2 837,48**		**2 837,48**	
6156	Maintenance					3 408,78		3 408,78		3 408,78	
	Sous Total compte 615					**6 246,26**		**6 246,26**		**6 246,26**	
6161	Multirisques					3 268,78		3 268,78		3 268,78	
	Sous Total compte 616					**3 268,78**		**3 268,78**		**3 268,78**	
	Sous Total compte 61					**29 315,04**		**29 315,04**		**29 315,04**	
6236	Catalogues et imprimés					1 123,20		1 123,20		1 123,20	
	Sous Total compte 623					**1 123,20**		**1 123,20**		**1 123,20**	
6251	Voyages, déplacements et missions					2 045,55		2 045,55		2 045,55	
	Sous Total compte 625					**2 045,55**		**2 045,55**		**2 045,55**	
6261	Frais d'affranchissement					1 251,53		1 251,53		1 251,53	
6262	Frais de télécommunications					5 609,02		5 609,02		5 609,02	
	Sous Total compte 626					**6 860,55**		**6 860,55**		**6 860,55**	
6283	Frais de nettoyage des locaux					3 042,29		3 042,29		3 042,29	
	Sous Total compte 628					**3 042,29**		**3 042,29**		**3 042,29**	
	Sous Total compte 62					**13 071,59**		**13 071,59**		**13 071,59**	
6331	Versement mobilité					7 308,13		7 308,13		7 308,13	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L					2 269,73		2 269,73		2 269,73	
6333	Participation des employeurs à la format					4 462,00		4 462,00		4 462,00	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					7 323,71		7 323,71		7 323,71	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 633					**21 363,57**		**21 363,57**		**21 363,57**	
63513	Autres impôts locaux					1 121,47		1 121,47		1 121,47	
	Sous Total compte 6351					**1 121,47**		**1 121,47**		**1 121,47**	
	Sous Total compte 635					**1 121,47**		**1 121,47**		**1 121,47**	
	Sous Total compte 63					**22 485,04**		**22 485,04**		**22 485,04**	
64131	Rémunérations					446 295,38		446 295,38		446 295,38	
	Sous Total compte 6413					**446 295,38**		**446 295,38**		**446 295,38**	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						7 593,17		7 593,17		7 593,17
	Sous Total compte 641					**446 295,38**	**7 593,17**	**446 295,38**	**7 593,17**	**438 702,21**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					142 355,70		142 355,70		142 355,70	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					19 160,42		19 160,42		19 160,42	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.					17 735,39		17 735,39		17 735,39	
	Sous Total compte 645					**179 251,51**		**179 251,51**		**179 251,51**	
6488	Autres					16 970,70		16 970,70		16 970,70	
	Sous Total compte 648					**16 970,70**		**16 970,70**		**16 970,70**	
	Sous Total compte 64					**642 517,59**	**7 593,17**	**642 517,59**	**7 593,17**	**634 924,42**	
65888	Autres					20,63		20,63		20,63	
	Sous Total compte 6588					**20,63**		**20,63**		**20,63**	
	Sous Total compte 658					**20,63**		**20,63**		**20,63**	
	Sous Total compte 65					**20,63**		**20,63**		**20,63**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					1 737,70		1 737,70		1 737,70	
	Sous Total compte 681					**1 737,70**		**1 737,70**		**1 737,70**	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 68					**1 737,70**		**1 737,70**		**1 737,70**	
	Total classe 6					**718 888,18**	**7 593,17**	**718 888,18**	**7 593,17**	**718 888,18**	**7 593,17**
706888	Autres						81 100,00		81 100,00		81 100,00
	Sous Total compte 70688						**81 100,00**		**81 100,00**		**81 100,00**
	Sous Total compte 7088						**81 100,00**		**81 100,00**		**81 100,00**
	Sous Total compte 706						**81 100,00**		**81 100,00**		**81 100,00**
70848	aux autres organismes					58 530,67	547 904,48	58 530,67	547 904,48		489 373,81
	Sous Total compte 7084					**58 530,67**	**547 904,48**	**58 530,67**	**547 904,48**		**489 373,81**
	Sous Total compte 708					**58 530,67**	**547 904,48**	**58 530,67**	**547 904,48**		**489 373,81**
	Sous Total compte 70					**58 530,67**	**629 004,48**	**58 530,67**	**629 004,48**		**570 473,81**
74718	Autres						106 710,00		106 710,00		106 710,00
	Sous Total compte 7471						**106 710,00**		**106 710,00**		**106 710,00**
7473	Départements						9 978,00		9 978,00		9 978,00
	Sous Total compte 747						**116 688,00**		**116 688,00**		**116 688,00**
	Sous Total compte 74						**116 688,00**		**116 688,00**		**116 688,00**
75888	Autres						0,61		0,61		0,61
	Sous Total compte 7588						**0,61**		**0,61**		**0,61**
	Sous Total compte 758						**0,61**		**0,61**		**0,61**
	Sous Total compte 75						**0,61**		**0,61**		**0,61**
	Total classe 7					**58 530,67**	**745 693,09**	**58 530,67**	**745 693,09**		**687 162,42**
	Total général	**292 482,14**	**292 482,14**	**2 631 007,97**	**2 679 602,20**	**804 660,60**	**756 066,37**	**3 728 150,71**	**3 728 150,71**	**836 358,62**	**836 358,62**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 23/01/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M REGUER Olivier	du 01/01/2025	au 23/01/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LEYNAERT Celine (1036624449-0), Inspecteur des Finances Publiques — **A DDFIP DE L'ESSONNE, le 28/01/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
REGUER Olivier (1014091943-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe — **A LA FERTE-ALAIS, le 29/01/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 03/03/2026 par l'organe délibérant.
BOUSSAINGAULT JEAN-JACQUES (jboussaingault1-xt), LE PRESIDENT BOUSSAINGAULT Jean-Jacques — **A MILLY-LA-FORET, le 04/03/2026**

Parc naturel régional du Gâtinais français

Délibération n°2026-012

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres	
EN EXERCICE	*161*
PRESENTS :	*75*
VOTANTS :	**100**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

OBJET :

FINANCES Taux de participation des Communes

Nomenclature ACTES :
7 Finances locales
7.1 Décisions budgétaires

Transmis au Contrôle de Légalité le :

04 MARS 2026

Affichage le :

04 MARS 2026

FINANCES Taux de participation des Communes

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU les statuts du Syndicat ;
VU la Charte constitutive du Parc naturel régional du Gâtinais français ;
VU le vote du 12 décembre 2024 approuvant les budgets primitifs 2025 ;
VU article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;

Vu le vote du budget primitif 2026 du 11 décembre 2025 ;

Le taux d'inflation selon l'INSEE est de 0.90 % au 31 décembre 2025. Une revalorisation de 0.90 % porte la cotisation par habitant à 3.71 € au lieu de 3.68 € actuellement.

Le Président propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver le montant de la participation à la charge des Communes à hauteur de 3,71 € par habitant pour l'année 2026.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent le montant de la participation à la charge des Communes à hauteur de 3,71 € par habitant pour l'année 2026, à l'unanimité.

Le Président
Parc naturel régional du Gâtinais français
Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
091-259102564-20260303-2026-012-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 04/03/2026
Affichage : 04/03/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération n°2026-013

Parc naturel régional du Gâtinais français

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres

EN EXERCICE	*161*
PRESENTS :	*75*
VOTANTS :	**100**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

OBJET :

FINANCES Budget annexe SPANC-Décision modificative n°1-2026

Nomenclature ACTES :
7 Finances locales
7.1 Décisions budgétaires

Transmis au Contrôle de Légalité le :
04 MARS 2026

Affichage le :
04 MARS 2026

FINANCES Budget annexe SPANC- Décision modificative n°1-2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU les statuts du Syndicat ;
VU la Charte constitutive du Parc naturel régional du Gâtinais français ;
VU le vote du 12 décembre 2024 approuvant les budgets primitifs 2025 ;
VU article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;

En raison d'une mise à jour du plan comptable M49 au 01 janvier 2026, le compte « 6742 » est supprimé et remplacé par le compte « 6552 ».

Nous vous proposons la modification suivante :

DM1 2026- BUDGET ANNEXE SPANC

Reclassement section fonctionnement		
	Augmentation de crédits	**Diminution de crédits**
6552 – Subventions d'équipement versées	60 000.00 €	
6742 - Subventions exceptionnelles d'équipement		60 000.00 €
TOTAL	**60 000.00 €**	**60 000.00 €**

Le Président propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver la décision modificative n°1 du budget annexe SPANC.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent la décision modificative n°1 du budget annexe SPANC, à l'unanimité.

Le Président

Parc régional du Gâtinais français

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
091-259102564-20260303-2026-013-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 04/03/2026
Affichage : 04/03/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Parc naturel régional du Gâtinais français

Délibération n°2026-014

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres	
EN EXERCICE	*161*
PRESENTS :	*75*
VOTANTS :	**100**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

OBJET :

FINANCES
Animation de la stratégie de la Forêt par un financement LEADER

Nomenclature ACTES :
7 Finances locales
7.1 Décisions budgétaires

Transmis au Contrôle de Légalité le :
04 MARS 2026

Affichage le :
04 MARS 2026

FINANCES Animation de la stratégie de la Forêt par un financement LEADER

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU les statuts du Syndicat ;
VU la Charte constitutive du Parc naturel régional du Gâtinais français ;
VU le vote du 12 décembre 2024 approuvant les budgets primitifs 2025 ;
VU article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle charte, le Parc a pour objectif de développer sa stratégie forestière en faveur de la biodiversité. De nouvelles actions seront donc proposées afin de répondre à ces enjeux.
Le Parc propose ainsi d'effectuer une demande de subvention pour les années 2026 à 2029 (3 ans et 6 mois soit 42 mois) afin de pouvoir bénéficier des financements LEADER pour la subvention d'un poste ETP à 50%.

Plan de financement prévisionnel :

Type de dépense :	Objet de la dépense :	Montant réellement supporté en Euro
Dépenses de rémunération	Programme d'activité prévisionnel 2026-2029	68 190.15 €
Coûts indirects	15% des dépenses de rémunération en 2026-2029	10 228.52 €
Total des dépenses :		**78 418.67 €**

FINANCEMENTS	
Financements européens (LEADER)	**60 000.00 €**
Autofinancement	**18 418.67 €**
Financements européens (LEADER)	**78 418.67 €**

Le Président propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français de :

- approuver le projet et le plan prévisionnel de financement pour le poste forêt ;
- autoriser le Président à solliciter les financements correspondants auprès du service LEADER ;
- autoriser le Président à signer les documents nécessaires à la conduite de cette opération.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical :

- approuvent le projet et le plan prévisionnel de financement pour le poste forêt ;
- autorisent le Président à solliciter les financements correspondants auprès du service LEADER ;
- autorisent le Président à signer les documents nécessaires à la conduite de cette opération,

à l'unanimité.

Le Président

Parc naturel régional du Gâtinais français

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
091-259102564-20260303-2026-014-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 04/03/2026
Affichage : 04/03/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Parc naturel régional du Gâtinais français

Délibération n°2026-015

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres	
EN EXERCICE	*161*
PRESENTS :	*75*
VOTANTS :	**100**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

OBJET :

CONVENTIONS Avenant 2 avec le service public de rénovation de l'habitat (SPRH) dans le cadre du partenariat avec la Communauté d'agglomération du pays de Fontainebleau (CAPF)

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

Nomenclature ACTES :
8 Domaine de compétence par thème
8.8 Environnement

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

Transmis au Contrôle de Légalité le :
04 MARS 2026

Affichage le :
04 MARS 2026

CONVENTIONS Avenant 2 avec le service public de rénovation de l'habitat (SPRH) dans le cadre du partenariat avec la Communauté d'agglomération du pays de Fontainebleau (CAPF)

Considérant la Charte du Parc ;
Vu les statuts du Syndicat mixte ;
VU l'avis favorable des commissions concernées ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;

Vu la délibération n°2024-077 du Comité syndical du Parc en date du 8 octobre 2024 relatif aux conventions de partenariat avec le SPRH 2025-2027 ;
Vu la délibération n°2025-015 du Comité syndical du Parc en date du 25 mars 2025 autorisant à signer l'avenant N 1 à la convention de partenariat avec le SPRH 2025-2027 ;

Le Parc assure le SPRH sur l'ensemble du territoire de la CAPF pour le volet 1 « Dynamique territoriale » et le volet 2 « Information, conseil et orientation des ménages » du Pacte territorial France Rénov' 2025-2027.
Le volet 3 du Pacte, nommé « Accompagnement des ménages » est quant à lui mis en place pour les seize communes membres du Parc, sur la même période. En parallèle, la CAPF dispose de deux autres programmes :

1. L'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur six communes, qui comprend un accompagnement des ménages jusqu'au 28 juin 2027 ;
2. L'opération programmée d'amélioration de l'habitat – renouvellement urbain (OPAH-RU) sur quatre communes, qui comprend également un accompagnement des ménages jusqu'au 28 juin 2029.

Ainsi, trois dispositifs d'accompagnement (SPRH, OPAH et OPAH-RU) coexistent actuellement, dont la temporalité diffère.



	Convention actuelle	Avenant
Durée	2025-2027	2025-2029
Accompagnement (volet 3)	16 communes CAPF / PNRGF	16 communes + 6 communes *(ex OPAH)*
Révision budgétaire annuelle	55 000 € part fixe 4 000 € part variable	À partir de 2028 : 77 269 € part fixe 5 600 € part variable

Afin d'anticiper et fluidifier la transition, le présent avenant à la convention de partenariat SPRH :

- Allonge de deux années la durée de la convention, soit jusqu'au 31 décembre 2029 ;
- Modifie les objectifs de la convention pour prendre en compte cet allongement. Il intègre également des objectifs concernant les Communes aujourd'hui sous dispositif OPAH, qui seront couvertes à compter de juillet 2027 ;
- Intègre un réajustement de la participation de la CAPF au budget SARE, à partir de 2027, afin de prendre en compte la modification de la durée et des objectifs. Les montants sont les suivants :

Contribution	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Part fixe	55 000 €	55 000 €	74 635 €	77 269 €	77 269 €	**339 173 €**
Part variable	4 000 €	4 000 €	5 200 €	5 600 €	5 600 €	**24 400 €**
Total	59 000 €	59 000 €	79 835 €	82 869 €	82 869 €	**363 573 €**

Le Président propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver cet avenant à la convention avec le service public de rénovation de l'habitat (SPRH) dans le cadre du partenariat avec la Communauté d'agglomération du pays de Fontainebleau et de l'autoriser à les signer ainsi que tout document s'y rapportant.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent cet avenant à la convention avec le service public de rénovation de l'habitat (SPRH) dans le cadre du partenariat avec la Communauté d'agglomération du pays de Fontainebleau et autorisent le Président à les signer ainsi que tout document s'y rapportant, à l'unanimité.

Le Président

Parc naturel régional du Gâtinais français

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

091-259102564-20260303-2026-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/03/2026
Affichage : 04/03/2026

Pour l'autorité compétente par délégation

Pays de Fontainebleau
Communauté d'agglomération

Parc naturel régional du Gâtinais français

CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU SERVICE PUBLIC DE RÉNOVATION DE L'HABITAT – 2025-2029

AVENANT N°2

Le présent avenant est établi entre :

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dont le siège est situé au 20 Boulevard du Maréchal Lyautey, 91490 Milly-la-Forêt, représenté par son Président, Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, dûment habilité par la délibération du Comité syndical du 3 mars 2026 et ci-après désigné « **le Parc** » ;

d'une part,

ET

La Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau dont le siège est situé au 80 Route de Valvins, 77920 Samois-sur-Seine, représentée par son Président, Monsieur Pascal GOUHOURY, dûment habilité par décision du Conseil Communautaire du 05 février 2026, ci-après désignée « **la CAPF** » ;

d'autre part,

Ci-après désignés conjointement par « **les partenaires** ».

Vu le code de la construction et de l'habitation et le code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la convention de Pacte territorial – France Rénov' (PIG) du sud essonnien période 2025-2027 signée en date du 21 octobre 2024 ;

Vu l'avenant n°1 au Pacte territorial – France Rénov' (PIG) du sud essonnien signé en date du 15 avril 2025 ;

Vu la convention de partenariat dans le cadre du service public de rénovation de l'habitat – 2025 - 2027 signée entre les partenaires ;

Vu la délibération n°2025-015 du Comité syndical du Parc en date du 25 mars 2025 autorisant à signer l'avenant N° 1 à la convention de partenariat entre le PNRGF et la CAPF dans le cadre du service public de rénovation de l'habitat – 2025 - 2027 permettant d'intégrer le volet accompagnement des ménages des communes du parc ;

Vu la délibération n° 2025-129 du Conseil communautaire de la CAPF du 25 juin 2025 autorisant à signer l'avenant N° 1 à la convention de partenariat dans le cadre du service public de rénovation de l'habitat – 2025 - 2027 ;

CONTEXTE

La CAPF dispose de différents dispositifs de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) :

- Une OPAH Renouvellement urbain (OPAH-RU) dont elle est le maître d'ouvrage qui concerne quatre communes du territoire de l'agglomération (Avon, Bourron-Marlotte, Fontainebleau et Samois-sur-Seine) pour la période allant du 1er janvier 2024 au 30 juin 2029 ;
- Une OPAH « Seine & Forêt » également pilotée par la CAPF couvrant six autres communes (Bois-le-Roi, Chartrettes, Héricy, Noisy-sur-École, Samoreau et Vulaines-sur-Seine) pour la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2027 ;
- Un Pacte territorial France Rénov' (anciennement PIG) porté par le Parc et applicable sur les seize communes restantes de la CAPF, situées dans le périmètre du Parc, pour la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027.

En parallèle, dans le cadre du Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH), la CAPF bénéficie d'un partenariat avec le Parc pour l'ensemble des vingt-six communes de son territoire dans le cadre d'un conventionnement de qui s'étend du 1er janvier 2025 au 28 juin 2027. Ce partenariat permet l'animation de « l'Espace Conseil France Rénov' » (ECFR'), pour la période 2025-2027. Cet espace est un point d'accueil pour tous les habitants, offrant une information neutre et gratuite sur les dispositifs et les aides existantes pour la rénovation de l'habitat, ainsi qu'un premier niveau de conseil et d'accompagnement à la rénovation. Il sert également de point d'entrée unique pour tous les habitants, qui sont orientés, en fonction de leurs projets, vers les autres partenaires de la CAPF impliqués dans l'amélioration de l'habitat.

Un premier avenant à cette convention de partenariat a été signé entre les partenaires en juin 2025, afin de mettre en œuvre le volet 3 (accompagnement) du SPRH pour les 16 communes de la CAPF membres du Parc.

Ainsi, la CAPF dispose de trois dispositifs d'accompagnement des ménages de son territoire, selon qu'ils résident dans une commune membre du Parc ou bénéficiant de l'OPAH ou de l'OPAH-RU.

Par ailleurs, la convention initiale entre les partenaires avait été conclue pour une durée de trois ans, l'Anah limitant à trois ans la durée du portage des Pactes territoriaux du SPRH par les syndicats mixtes, comme le PNRGF. Cependant, en octobre 2024 l'Anah harmonise la durée des conventions pour toutes les structures intercommunales, afin de faciliter la mise des œuvres des pactes, portant ainsi à cinq ans la possibilité de durée du portage des Pactes territoriaux par les syndicats mixtes.

Enfin, au plan national, des difficultés ont surgi liées à la nouvelle organisation du dispositif Mon Accompagnateur Rénov' mis en place par l'Anah.

C'est dans ce contexte que les partenaires ont souhaité rédiger un avenant n°2 à leur partenariat, afin de :

- Prolonger la durée de leur partenariat de trois à cinq ans, soit deux années supplémentaires, portant ainsi le partenariat jusqu'à fin 2029 ;
- Organiser la transition des trois dispositifs d'accompagnement existants actuellement sur le territoire de la CAPF en intégrant les six communes de l'OPAH, vers un dispositif unique à compter du 1er janvier 2030.

L'avenant n°2 vient donc compléter l'offre de services du PNRGF sur la période 2027-2029 afin de garantir à l'ensemble des communes de la CAPF l'accès à un dispositif d'accompagnement des ménages jusqu'à la fin de l'année 2029, date de la fin de la convention de l'OPAH-RU avec l'Anah et du marché de prestation de service afférent.

Le présent avenant n°2 modifie ainsi le préambule de la convention de partenariat, ainsi que ses articles 2.3 ; 2.4 ; 3.2 ; 5.1 et 5.3 comme suit.

Les autres articles de la convention sont inchangés et continuent donc de s'appliquer.

Le présent avenant, sous réserve de la signature des partenaires, s'applique à compter du 1er avril 2026.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE 6

SERVICE PUBLIC DE LA RÉNOVATION DE L'HABITAT 7

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION 7

ARTICLE 2 - LES MISSIONS DU PARC RELATIVES AUX VOLETS D'ACTIONS DU PACTE TERRITORIAL - FRANCE RÉNOV' 7

2.1. Le volet 1 relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels 7

2.2 Le volet 2 relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages 8

2.3 Le volet 3 relatif à l'accompagnement 9

2.4 Indicateurs et objectifs 10

2.5. Supports de mission et organisation 12

2.6. Temps agent consacré au service 13

ARTICLE 3 - LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES 13

3.1 Les engagements techniques 13

3.2 Les engagements financiers 14

ARTICLE 4 – GOUVERNANCE 15

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION, RÉSILIATION ET LITIGES 15

5.1 Durée de la convention 15

5.2 Modification apportée 16

5.3 Résiliation et litiges 16

ANNEXE 1 – TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU 17

ANNEXE 2 – FICHE DE POSTE DES CHARGÉS DE MISSION 18

PRÉAMBULE

Le préambule prend en compte la prolongation de la durée de la convention à cinq ans, pour une période allant de 2025 à 2029

Depuis les années 80, les communes du territoire de la CAPF se sont saisies des questions de rénovation de l'Habitat et des dispositifs programmés d'amélioration de l'Habitat, permettant d'accompagner les habitants dans la rénovation de leurs logements. La CAPF dispose des compétences « Équilibre social de l'habitat » et « Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie ». Ces compétences ont contribué à la mise en place d'un guichet unique de la rénovation sur le territoire, dès 2020, en partenariat avec le Parc.

Le Parc est un syndicat mixte d'aménagement et de gestion dont la forme juridique lui permet d'exercer au-delà de son périmètre de labellisation. Il a contractualisé avec sept intercommunalités depuis 2020, afin de couvrir l'ensemble de leurs territoires sur le conseil, la sensibilisation et l'animation au sujet de la rénovation énergétique de l'Habitat privé.

En décembre 2023, il s'intègre dans la démarche « Mon Accompagnateur Rénov' » qui permet, entre autres, de réaliser des audits énergétiques afin que les ménages s'inscrivent dans des parcours de rénovations globales et performantes, et puissent bénéficier d'aides financières. Le Parc obtient la qualification Reconnu Garant de l'Environnement (RGE) 1911 audit énergétique « maisons individuelles » OPQIBI au 1er avril 2024.

Une première convention de partenariat a été conclue en 2020, puis pour la période 2021-2023 (durée du programme SARE). Le programme SARE ayant été prolongé sur l'année 2024, la CAPF et le Parc ont conclu une nouvelle convention de partenariat portant sur la période 2024-2026 prévoyant une « clause de revoyure » afin d'adapter les conditions du partenariat au nouveau programme qui viendrait en remplacement du SARE.

Par délibération de l'Agence nationale de l'Habitat (Anah) du 13 mars 2024, le programme « SARE » est remplacé au premier janvier 2025 par le « Pacte territorial – France Rénov' (PIG) ». Au regard des différences structurelles entre le programme SARE et le nouveau Pacte Territorial – France Rénov (PIG) du Pays de Fontainebleau, les partenaires font le choix de conclure une nouvelle convention de partenariat pour la période 2025-2029.

SERVICE PUBLIC DE LA RÉNOVATION DE L'HABITAT

L'Espace Conseil France Rénov' de la CAPF est un service qui offre une orientation, des informations et des conseils indépendants, neutres et gratuits sur la rénovation de l'habitat, à l'ensemble des habitants de ses 26 communes (Annexe 1 – Territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau).

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement et de financement du partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau et le Parc naturel régional du Gâtinais français, dans le cadre du service public de rénovation de l'Habitat et de l'Espace Conseil France Rénov' qui y est rattaché.

ARTICLE 2 – LES MISSIONS DU PARC RELATIVES AUX VOLETS D'ACTIONS DU PACTE TERRITORIAL – FRANCE RÉNOV'

2.1. Le volet 1 relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

Ce volet est relatif aux publics suivants :

- Publics prioritaires (situation de précarité énergétique ou de handicap, perte d'autonomie, logement dégradé, etc.) ;
- Ménages en logements individuels ou copropriétés ;
- Les professionnels du bâtiment, de l'immobilier et les élus.

Liste non exhaustive des actions qui pourront être mises en place :

- Repérage des ménages en situation de précarité énergétique et orientation ;
- Information sur les écogestes adaptés au bon fonctionnement du logement ;
- Balades thermiques ;
- Tenue de stands sur des évènements locaux ;
- Tenue de permanences physiques (voir article 3.2.1) ;
- Organisation ou participation à des réunions/conférences sur la rénovation de l'habitat ;
- Participation aux actions de coordinations départementales ou régionales ;

- Participation au maintien et au développement des réseaux d'acteurs locaux existants et contribution au maintien des relations entre les acteurs ;
- Partage des pratiques avec les acteurs des autres Espaces Conseil France Rénov' et délégations locales de l'Anah ;
- Participation ou candidature aux dispositifs de communication/d'animation proposés par l'Anah dès lors que les sujets concernent les thématiques rencontrées sur la CAPF ;
- Publications sur les sites internet et réseaux de l'agglomération, notamment sur les opérations réalisées et les bonnes pratiques ;
- Proposition de contenu à partager aux communes de l'agglomération ;
- Réalisation d'infographies et d'articles dans le bulletin intercommunal trimestriel ;
- Bilan d'activité annuel ;
- Création d'éléments de communication sur des thématiques de la rénovation de l'habitat (plaquettes, kakémono, kit antifraude, affiches, etc.).

La dynamique territoriale de la CAPF s'appuie sur un partenariat fort avec le Parc. Elle permet aux services de l'agglomération de mener des actions récurrentes de communication (bulletin intercommunal, réseaux de l'agglomération, affichages dans les abribus, etc.).

2.2 Le volet 2 relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages

Les thématiques pouvant être abordées pour l'ensemble des publics sont :
- La rénovation énergétique de l'habitat ;
- L'adaptation du logement à la perte d'autonomie et au handicap ;
- La lutte contre l'habitat indigne ou dégradé ;
- La précarité énergétique et les écogestes ;
- La lutte contre la fraude à la rénovation.

Sur chacune de ces thématiques, il est attendu des conseillers France Rénov' qu'ils apportent aux propriétaires bailleurs toutes les informations nécessaires au conventionnement Anah (modalités, durée, types de loyers applicables, etc. Une simulation est mise à disposition sur la plateforme monprojet.anah.gouv.fr pour vérifier les conditions à respecter.

Les missions sont réparties en trois types :
- **Les missions d'informations, d'orientation et de conseils de premier niveau** concernent :
  - les travaux les plus efficaces et adaptés ;
  - les dispositifs financiers existants ;
  - l'aspect technique, budgétaire, juridique ou social du projet ;
  - l'orientation vers les acteurs adaptés aux besoins.

- Les missions de **conseils personnalisés** portent sur :
  - l'état des lieux du logement et social du foyer ;
  - l'accompagnement à la définition des attentes du foyer ;
  - l'information sur la qualité et le contenu des devis (hors prestation « Mon Accompagnateur Rénov' ») et les points de vigilance sur le projet ;
  - l'orientation vers les acteurs adaptés aux besoins (liste des opérateurs agréés, artisans RGE, acteurs de la lutte contre la fraude, de la précarité énergétique, etc.) ;
  - le signalement des entreprises frauduleuses ou suspectes.

- Les missions **d'appui au parcours d'amélioration de l'habitat (information-conseil renforcé).** Lorsque cela est nécessaire, les conseillers peuvent se rendre dans le logement d'un porteur de projet, qui souhaite le rénover. Cela concerne les projets nécessitant une expertise accrue afin de permettre au particulier de stabiliser son projet, en amont du choix d'un opérateur agréé.

Cette mission concerne les projets de rénovation énergétique de l'habitat, pour les propriétaires occupants, bailleurs ou syndics de copropriétés. Elle se conclut par une orientation vers la liste des acteurs adaptés aux besoins identifiés avec le particulier.

L'article « 2.3 Le volet 3 relatif à l'accompagnement », issu de l'avenant n°1, *intègre désormais une modification pour la période 2027-2029 et s'écrit ainsi :*

2.3 Le volet 3 relatif à l'accompagnement

Les actions cibles de la mission d'accompagnement sont :
- Des projets de rénovation énergétique d'ampleur pour les propriétaires occupants très modestes ;
- Des projets de rénovation énergétique d'ampleur pour les propriétaires bailleurs très modestes ;
- Des projets de rénovation énergétique d'ampleur pour les propriétaires occupants modestes ;
- Des projets de rénovation énergétique d'ampleur pour les propriétaires bailleurs modestes.

Les modalités d'accompagnement prévues sont :
- Information sur le déroulé de l'accompagnement
- Diagnostic de la situation initiale ;
- Évaluation de la situation du logement et de la perte d'autonomie du ménage ;
- Informer sur les aides et les prêts (conditions et procédures d'octroi) ;

- Réaliser ou aider à la compréhension d'un audit énergétique conforme aux demandes d'aides ;
- Aider à l'élaboration du projet de travaux répondant aux critères MaPrimeRénov' – Parcours Accompagné ;
- Élaborer le plan de financement ;
- Accompagner au montage et au dépôt des dossiers de demandes d'aides ;
- Suivre la réalisation des travaux ;
- Réaliser une visite de fin de travaux ;
- Aider au montage des demandes de paiement des subventions ;
- Remettre l'attestation de fin de prestation et le rapport d'accompagnement.

Ces missions seront effectuées en régie sur toute la durée du partenariat, par le Parc sur le périmètre restreint aux 16 communes du Parc à savoir :

Achères-la-Forêt	Fleury-en-Bière	Saint-Martin-en-Bière
Arbonne-la-Forêt	La Chapelle-la-Reine	Saint-Sauveur-sur-École
Barbizon	Le Vaudoué	Tousson
Boissy-aux-Cailles	Perthes	Ury
Chailly-en-Bière	Recloses	
Cély	Saint-Germain-sur-École	

À la fin du dispositif OPAH et pour la période allant du 29 juin 2027 au 31 décembre 2029 ces missions seront aussi réalisées en régie par le Parc sur les communes suivantes :

Bois-le-Roi	Héricy	Samoreau
Chartrettes	Noisy-sur-École	Vulaines-sur-Seine

L'article « 2.4 Indicateurs et objectifs » *intègre des objectifs pour la période 2025-2029 et est remplacé par le tableau suivant permettant d'avoir une année 2027 complète et intégrant 2028 et 2029 :*

2.4 Indicateurs et objectifs

VOLET	INDICATEURS	PUBLICS	OBJECTIFS				
			2025	2026	2027*	2028*	2029*
1 – Dynamique territoriale auprès des ménages et professionnels	Nombre d'animations réalisées	Ménages	4	4	5	5	5
		Publics prioritaires	1	1	1	1	1
		Professionnels et élus	3	3	3	3	3
	Nombre annuel de prises de contacts réalisées lors des animations	Tous publics	150	150	150	150	150
	Taux de transformation en rendez-vous personnalisé	Ménages, publics prioritaires	30 %	30 %	30 %	30 %	30 %
2 – Information, conseil et orientation des ménages (ECFR')	Nombre de contacts relatifs à une demande d'information	Logement individuel	400	400	400	400	400
	Nombre de rendez-vous de conseil personnalisé		300	300	300	300	300
	Nombre de contacts relatifs à une demande d'information	Copropriété	10	10	10	10	10
	Nombre de rendez-vous de conseil personnalisé		8	8	8	8	8
	Statut des ménages rencontrés	Tous publics	Rencontrer chaque catégorie				
	Délai moyen entre la première prise de contact et le rendez-vous de conseil personnalisé		15 jours maximum				
	Nombre d'orientations vers des accompagnements aux travaux *(MAR', AMO LHI, Copropriétés ou MaPrimeAdapt')*		30	30	40	50	50
3 – Accompagnement des ménages (MAR')	Rénovation énergétique – Propriétaires occupants	Très modestes	19	19	23	25	25
		Modestes	9	9	12	13	13
	Rénovation Énergétique – Propriétaires bailleurs	Très modestes	1	1	2	2	2
		Modestes	1	1	1	1	1

**Un bilan de l'OPAH sera effectué à son terme en juin 2027 et pourra conduire à réévaluer ces objectifs.*

2.5. Supports de mission et organisation

2.5.1. Supports de missions

Pour réaliser leurs missions, les conseillers s'appuient sur les guides et fiches mis à disposition par l'Anah. Ils peuvent aussi utiliser tous les supports réalisés par l'agglomération ou d'autre partenaire, à partir du moment où ils sont estimés cohérents, par la CAPF, avec les spécificités du territoire.

Le suivi est réalisé par chaque conseiller de la CAPF, sur le logiciel mis à disposition par l'Anah.

2.5.2 Organisation du service

Permanences physiques

Dans la continuité de ce qui est réalisé depuis 2021, des lieux de permanences sont choisis en points d'accueil du public, afin d'accueillir les particuliers pour les rendez-vous personnalisés, en l'occurrence au siège de la Communauté d'agglomération. Ce lieu permet une récurrence hebdomadaire des permanences. Ce lieu permet d'accueillir les particuliers dans de bonnes conditions (accessibilité aux personnes à mobilité réduite, respect de la confidentialité, etc.).

La régularité et le lieu des permanences pourront évoluer en fonction des besoins et des outils disponibles, identifiés par la CAPF.

Une communication régulière est réalisée autour de l'adresse, des dates et horaires des permanences, en partenariat avec les services de la CAPF.

Permanences téléphoniques

Les conseillers disposent chacun de créneaux téléphoniques. À l'aide d'un logiciel de réservation en ligne, il est possible pour les particuliers de prendre rendez-vous sur l'un de ces créneaux. Ces créneaux sont, dans la mesure du possible, fixes (hors absence ou contrainte). Ils permettent aux particuliers d'avoir un échange avec le conseiller choisi, dans un délai de 15 jours maximum. Au-delà, des créneaux supplémentaires pourront être ajoutés afin de répondre plus rapidement à la demande.

2.6. Temps agent consacré au service

Le Parc assure le recrutement et la gestion de la situation administrative (avancement, congés de maladie, discipline, etc.) des chargés de mission qui interviendront prioritairement sur le territoire de la CAPF.

Le temps agent est défini comme suit :

FILIÈRE	CATÉGORIE AGENTS	QUOTITÉ EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN ANNUEL	TÂCHES AFFECTÉES
Technique	B ou A	2	Conf. Art 2.1 et annexe 2 de la convention

Le temps agent en mission sur le territoire de la CAPF est indiqué sous réserve de recrutement de candidat(e)s pour la CAPF, correspondant aux critères du réseau France Rénov'.

La fiche de poste des chargés de mission est donnée à titre indicatif, en (Annexe 2 – Fiche de poste des chargés de mission) de la présente convention.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

3.1 Les engagements techniques

Le Parc naturel régional du Gâtinais français

Structure porteuse du service d'accompagnement la rénovation énergétique, le Parc s'engage à :

- Préparer et piloter les réunions du comité de pilotage, instance de gouvernance du partenariat ;
- Suivre et évaluer le partenariat ;
- Recruter, former et encadrer les chargés de mission dédiés au territoire de la CAPF ;
- Mettre à disposition des chargés de mission : un ordinateur portable et les licences nécessaires à la mise en œuvre de sa mission, un téléphone fixe et/ou un téléphone portable ;
- Sur les jours de présence sur le territoire du Parc, mettre à disposition des chargés de mission : un poste de travail, l'accès aux véhicules de services.

La Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau

La CAPF de son côté s'engage à :

- Désigner un élu titulaire et un suppléant, la représentant au comité de pilotage organisé par le Parc ;

- Informer ses communes et ses administrés de l'existence du service de rénovation énergétique ;
- Diffuser des outils de communication du service ;
- Participer aux comités de pilotage ;
- Sur les jours de présence sur le territoire de la CAPF, mettre à disposition du chargé de mission : un poste de travail ;
- Verser au Parc la contribution financière fixée dans le cadre du service de rénovation énergétique (*voir 3.2 Les engagements financiers*).

L'article 3.2 « Les engagements financiers » *prend en compte les années 2028 et 2029 et s'écrit désormais ainsi :*

3.2 Les engagements financiers

3.2.1. Engagements

La CAPF s'engage à contribuer financièrement au service public de rénovation de l'habitat hauteur de 363 573 € (période 2025-2029) dont 339 173 € de part fixe et 24 400 € de part variable.

Le Parc émet auprès de la CAPF les titres de paiement des sommes suivantes :

04/2025	04/2026	04/2027	04/2028	04/2029	**TOTAL**
55 000 €	55 000 €	74 635 €	77 269 €	77 269 €	**339 173 €**

Le Parc émet, auprès de la CAPF et au titre de la part variable, des titres de paiement à hauteur de 400 € par dossier modeste déposé et par un agent du Par cet validé par l'Anah dans le cadre du volet 3, dans une limite de :

- 4 000 € correspondant à la contribution de la part variable pour l'année 2025 ;
- 4 000 € correspondant à la contribution de la part variable pour l'année 2026 ;
- 5 200 € correspondant à la contribution de la part variable pour l'année 2027 ;
- 5 600 € correspondant à la contribution de la part variable pour l'année 2028 ;
- 5 600 € correspondant à la contribution de la part variable pour l'année 2029.

3.2.2. Remboursement

En cas de résiliation de la présente convention de partenariat, toutes les sommes engagées dans le cadre de la convention restent dues. Un remboursement de la différence sera réalisé dans les trois mois suivant la résiliation.

ARTICLE 4 – GOUVERNANCE

Le comité de pilotage : il sera commun à l'ensemble des prestataires intervenant sur le territoire de la CAPF. Il comprendra le dispositif et les opérateurs de la présente convention, ainsi que les opérateurs des dispositifs d'amélioration du territoire (OPAH et OPAH-RU).

Il sera composé par :

- Le délégué local de l'Anah ou son représentant ;
- Le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président du Pays de Fontainebleau ;
- Le Vice-Président en charge de l'Habitat ;
- Le Président du Parc du Gâtinais français ;
- Les Maires des 26 communes ou leur référent à l'amélioration de l'habitat ;
- Les représentants des prestataires des opérations d'accompagnement des ménages ;
- Les services de l'agglomération ;
- Les autres partenaires des opérations.

Ses missions seront :

- Le suivi et la coordination de la stratégie opérationnelle sur l'ensemble du territoire de la CAPF et la validation des réajustements si nécessaire ;
- L'arbitrage et la validation des propositions avant un envoi au conseil communautaire ;
- La définition des axes de travail ;
- La prise de connaissance des interventions sur le territoire.

Il se réunira a minima une fois par an et selon les besoins des missions.

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION, RÉSILIATION ET LITIGES

L'article 5.1 « Durée de la convention » *prend en compte l'allongement de la convention et s'écrit désormais ainsi :*

5.1 Durée de la convention

Les partenaires conventionnent pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2025, soit jusqu'au 31 décembre 2029 inclus.

À l'expiration de ce terme, des discussions pourront avoir lieu entre les partenaires pour envisager la conclusion d'un nouveau partenariat. Ces discussions pourront être initiées dans les trois mois précédant le terme de la convention.

5.2 Modification apportée

Toute modification apportée à la présente devra faire l'objet d'un avenant obligatoirement signé des deux parties.

L'article 5.3 « Résiliation et litiges » *prend en compte la notification de fin de convention et s'écrit désormais ainsi :*

5.3 Résiliation et litiges

En cas de manquement par l'un ou l'autre des partenaires à ses obligations contractuelles, ou si pour une raison de force majeure ou pour une raison reconnue valable par les partenaires, un ou des partenaires se trouvaient empêchés d'exécuter la présente convention, le présent accord serait résilié à l'expiration d'un délai de 6 mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, par l'un des signataires de la présente convention. Toutes les sommes déjà engagées annuellement dans le cadre de la convention restent dues.

Les partenaires conviennent qu'en cas de modifications substantielles des conditions de financement du programme, elles se réuniront afin de déterminer par voie d'avenant les conséquences sur les modalités de fonctionnement du service proposé par le Parc.

À défaut d'accord amiable, les litiges ou contestations seront portés devant le Tribunal Administratif de Melun.

Fait en deux exemplaires à Milly-la-Forêt, le ... / ... / 2026

Pour le Parc naturel régional du Gâtinais français Le Président, Jean-Jacques BOUSSAINGAULT	Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau, Le Président, Pascal GOUHOURY

ANNEXE 1 – TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU

Les communes appartenant à la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau sont les suivantes :

- Achères-la-Forêt ;
- Arbonne-la-Forêt ;
- Avon ;
- Barbizon ;
- Bois-le-Roi ;
- Boissy-aux-Cailles ;
- Bourron-Marlotte ;
- Cély ;
- Chailly-en-Bière ;
- La Chapelle-la-Reine ;
- Chartrettes ;
- Fleury-en-Bière ;
- Fontainebleau ;
- Héricy ;
- Noisy-sur-École ;
- Perthes ;
- Recloses ;
- Saint-Germain-sur-École ;
- Saint-Martin-en-Bière ;
- Saint-Sauveur-sur-École ;
- Samois-sur-Seine ;
- Samoreau ;
- Tousson ;
- Ury ;
- Le Vaudoué ;
- Vulaines-sur-Seine.

ANNEXE 2 – FICHE DE POSTE DES CHARGÉS DE MISSION

Parc naturel régional du Gâtinais français

Chargés de mission France Rénov'

CONTEXTE

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français rassemble 70 communes et 3 communes associées, réparties sur les départements de l'Essonne et de la Seine-et-Marne. Créé en 1999, le Parc a pour objectif, notamment, de préserver le patrimoine naturel, paysager et architectural de la région.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU POSTE

Corps : Fonction publique territoriale
Filière : Technique
Catégorie : A ou B
Grade : Ingénieur ou Technicien territorial
Recrutement contractuel (CDD de 3 ans)

DÉFINITION DU POSTE

Animation de la politique de maîtrise de l'énergie auprès des habitants et porteurs de projet privés du Parc.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU SERVICE

Service : Pôle Habitat
Composition du service : 12 personnes
Sous l'autorité de la directrice du Parc, de la responsable du pôle, le/la chargé(e) de mission anime la politique de maîtrise de l'énergie et d'aide au maintien à domicile auprès des habitants, en relation avec ses interlocuteurs internes (agents du Parc) et externes (responsables de services des intercommunalités, Présidents et élus référents des intercommunalités, maires).

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MISSIONS DU POSTE

MISSIONS PRINCIPALES

Accueillir et conseiller les porteurs de projets dans le cadre de la rénovation de leur habitat

- Conseiller les porteurs de projets privés et réaliser des visites techniques sur site, dans le cadre de leurs projets de rénovation (accueil et conseils téléphonique ou physique, visites et réalisation de diagnostics énergétiques, remise de rapports de conseils et de recommandations, lecture d'audits et devis...) ;
- Animer des permanences au siège du Parc et sur le territoire des intercommunalités, dont prioritairement la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau ;
- Instruire les dossiers de subventions des porteurs de projet privés portant sur les économies d'énergie, les présenter en comité technique du Parc ainsi qu'à la commission énergie ;
- Participer aux réunions d'équipe, aux commissions ou groupes de travail des intercommunalités ;
- Mobiliser et accompagner les copropriétaires et syndics de copropriété autour de projets de rénovation des parties communes ou globaux : état des lieux de la copropriété, suivi d'audit et vulgarisation, programmation et suivi des travaux, etc. ;
- Instruire les dossiers de subventions des porteurs de projet privés portant sur les économies d'énergie, les présenter au comité technique et à la commission énergie du Parc ;
- Participer aux réunions d'équipe, aux commissions ou groupes de travail des intercommunalités.

Accompagner les acteurs privés pour une rénovation performante de leur logement dans le cadre de « Mon Accompagnateur Rénov' »

- Réalisation d'audits énergétiques réglementaires dans le cadre de dossiers de demandes d'aides « Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné » ;
- Aide au montage et au dépôt des dossiers de demandes d'aides nationales et locales (visite sur site, réalisation du diagnostic de situation initiale, de l'audit énergétique réglementaire ainsi que de l'évaluation de la situation d'indignité, d'indécence et de péril du logement et l'évaluation simplifiée de la perte d'autonomie du ménage. Élaboration du projet de travaux, du plan de financement, aide au montage de dossier de subvention, suivi de la réalisation des travaux, visite de fin de travaux, attestation de fin de prestation et remise du rapport d'accompagnement).

Sensibiliser et accompagner les changements de comportements pour la rénovation de l'habitat

- Mener des actions de sensibilisation sur la rénovation de l'habitat et les aides financières (stands, conférences, ...) auprès de tous les publics (élus, citoyens, artisans, etc.) ;
- Réaliser des supports pédagogiques (plaquettes, affiches, exposition...) à destination du public.

Suivi et bilan du service

- Récupérer les informations sur le service et assurer la rédaction du rapport d'activité annuel ;
- Organiser et animer le comité de pilotage du service (au moins un par an).

Encadrement

- Assurer l'accompagnement des nouveaux conseillers lors de leur prise de poste, au sein du service SPRH.

MISSIONS SECONDAIRES

- Participer aux autres actions du pôle habitat et du Parc, dans une logique de transversalité ;
- Participer à l'animation des instances du Parc, en particulier la commission énergie ;
- Participer au projet éco-responsabilité de l'équipe ;
- Évaluer les actions du Parc : Mise en œuvre du logiciel de suivi et d'évaluation EVA.

PROFIL

Formation BAC + 2 à BAC + 5 en maîtrise de l'énergie, performances énergétiques des bâtiments, énergies renouvelables.
Permis B obligatoire

COMPÉTENCES, CONNAISSANCES REQUISES

CONNAISSANCES GÉNÉRALES ET TECHNIQUES

Maîtrise de l'énergie, énergie renouvelable, fonctionnement thermique des bâtiments, éco-matériaux, aides financières à la rénovation.
Capacité à mener des visites et rédiger des diagnostics, rapports sur la maîtrise de l'énergie.
Connaissances générales techniques en bâtiment.
Maîtrise d'un logiciel d'audit tel que WINDPE.
La connaissance des collectivités territoriales, marchés publics, finances publiques, politiques de développement durable serait un plus.

COMPÉTENCES

Rigueur et organisation.
Capacités de conduite de réunion, d'animation et de conviction.
Sens de l'écoute et du dialogue, sens du relationnel.
Travail en équipe et en transversalité, force de proposition et d'innovation.
Savoir rendre compte de son activité.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : Milly-la-Forêt
Poste à temps complet : 35 h / 9h-18h (17 h le vendredi)
Rémunération statutaire + régime indemnitaire + tickets restaurant
Poste de travail dédié équipé d'un ordinateur et d'un téléphone
Mise à disposition d'un véhicule de service pour les déplacements professionnels
Lampe torche, mètre, caméra thermique, appareil photo, etc.
Potentielles réunions en soirée et/ou animation certains week-ends
Environnement : Nombreux déplacements sur le terrain

Merci d'adresser vos CV et lettre de motivation sous la référence AAMMJJ_NOM_Prénom à :

Monsieur le Président,
Parc naturel régional du Gâtinais français,
Maison du Parc, 20 Bd du Maréchal Lyautey,
91490 Milly-la-Forêt

de préférence par e-mail à : **c.durand@parc-gatinais-francais.fr**

Date limite de réception des candidatures :
1er Entretien pour les candidats sélectionnés :
Commission de recrutement pour les candidats sélectionnés :

Délibération n°2026-016

Parc naturel régional du Gâtinais français

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres	
EN EXERCICE	*161*
PRESENTS :	*75*
VOTANTS :	**100**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

OBJET :

CONVENTIONS Partenariat pour la mise en œuvre du programme de Certificats d'économie d'énergie (CEE) « Watt Watchers »

Nomenclature ACTES :
8 Domaine de compétence par thème
8.8 Environnement

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

Transmis au Contrôle de Légalité le :
04 MARS 2026
Affichage le :
04 MARS 2026

CONVENTIONS Partenariat pour la mise en œuvre du programme de Certificats d'économie d'énergie (CEE) « Watt Watchers »

Considérant la Charte du Parc ;
Vu les statuts du Syndicat mixte ;
VU l'avis favorable des commissions concernées ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;

Le programme Watt Watchers, mené par Kiagi Co et E-graine, vise à accompagner 600 000 foyers dans la réduction de leur consommation d'énergie grâce à un parcours complet mêlant écogestes, équipements économes et suivi après rénovation. Il s'appuie sur les sciences comportementales et des outils technologiques (données personnalisées, gamification, dynamique communautaire).
Par ailleurs, le programme cherche à tester à grande échelle des méthodes de mesure des économies d'énergie à partir des données des compteurs communicants d'énergie, afin d'alimenter l'évolution du dispositif des CEE.

Le Parc, en qualité d'Espace Conseil France Rénov' dispose dans ses équipes, de connaissances fortes sur la thématique. Il pourrait, dans le cadre de son budget SARE, réaliser environ 60 animations sur la période d'ici le 30 juin 2027.
Ces animations seront financées par Kiagi Co et E-graine de la manière suivante :

- Demi-journée d'animation : 410 € HT en semaine, 650 € HT le week-end.
- Formations :
  - Remboursement des frais sur justificatifs ;
  - Plafonds de dépenses :
    - 5 € pour le petit déjeuner ; 15 € pour le déjeuner et le dîner et dans la limite de 25 € par jour (TTC) ;
    - 80 € TTC par personne pour un hébergement individuel ;
- 50 € TTC par personne pour un hébergement collectif (en priorité si plusieurs personnes se déplacent au même endroit).

Le Président propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver la convention de partenariat pour la mise en œuvre du programme de Certificats d'économie d'énergie (CEE) « Watt Watchers » et de l'autoriser à les signer ainsi que tout document s'y rapportant.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent la convention de partenariat pour la mise en œuvre du programme de Certificats d'économie d'énergie (CEE) « Watt Watchers » et autorisent le Président à les signer ainsi que tout document s'y rapportant, à l'unanimité.

Le Président

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Parc naturel régional du Gâtinais français

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
091-259102564-20260303-2026-016-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 04/03/2026
Affichage : 04/03/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Wattwatchers

ACCORD DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Entre

KIAGI CO, société par actions simplifiées (société à associé unique) au capital social de 1 000 euros, dont le siège social est 2 quai de Brazza 33100 Bordeaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX sous le numéro de SIRET 941 389 983 00011, représentée par Julien MAST, en qualité de Président du fonds de dotation Kiagi Co ;

Adresse email : julien.mast@e-graine.org

Ci-après dénommée « Kiagi Co »

Et

XXXX, représentée par XXX, en qualité de XXX ;

Adresse email :

Ci-après dénommée «XXX»

e-graine et XXX sont désignées ci-après la ou les « Partie(s) ».

Préambule

Le Programme Watt Watchers (ci-après dénommé le « Programme ») a pour ambition d'accompagner 600 000 foyers au sein d'un parcours complet d'économie d'énergie (écogestes, matériel économe et suivi post-rénovation) grâce à des leviers innovants fondés sur les sciences comportementales et la technologie (analyse de données personnalisées, gamification, levier communautaire...).

L'objectif est également d'expérimenter à grande échelle différentes méthodes pour mesurer les économies d'énergie à partir des données disponibles via les compteurs communicants d'énergie (électricité, gaz et télérelève de chaudières bois) individuels (à l'échelle du foyer), afin d'apporter une contribution majeure aux réflexions en cours sur l'évolution du mécanisme des CEE.

Le Programme est porté par l'association Watt Watchers et fait l'objet d'une Convention (ci-après « la Convention ») signée entre l'Association Watt Watchers (porteur du Programme), l'État, l'ADEME et les financeurs du Programme.

L'association Watt Watchers a établi un Accord de mise en œuvre du Programme signée entre l'association Watt Watchers et les pilotes cités précédemment.

Le Programme s'articule autour de 6 axes. E-graine est pilote du volet 2.1 de l'Axe 2 « Organisation et animation d'événements locaux » (ci-après « la **Brique** »). A ce titre, e-graine pilote et coordonne l'action des organisations engagées dans la réalisation des activités de ce volet (ci-après « **les partenaires techniques** »), à ce jour : Unis-Cité, Terravox, les Associations e-graine, l'Agence Locale pour l'Energie des Ardennes, les Petits Débrouillards, ainsi que La Copro des Possibles.

A compter du 1er novembre 2025, e-graine poursuit le pilotage de la Brique, mais a transféré par un accord dument signé la mise en œuvre des opérations de terrain à la société Kiagi Co. Ce transfert inclut l'ensemble des obligations qui incombent à e-graine concernant la mise en œuvre pédagogique, opérationnelle, financière et de redevabilité des opérations.

Le présent accord (ci-après l'« **Accord** ») a pour objet d'encadrer les conditions de réalisation des travaux de la Brique « Organisation et animation d'événements locaux » pendant la deuxième année du programme (du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026), étant entendu que les Parties se réuniront au plus tard le 30 juin de chaque année pour définir les éventuels ajustements du Projet pour l'année suivante.

Cela étant exposé, les Parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de l'Accord et pièces contractuelles

L'Accord a pour objet de définir les modalités de réalisation du volet 2.1 du Programme, ou Brique « Organisation et animation d'événements locaux », ainsi que les engagements des Parties.

Les pièces contractuelles régissant l'Accord sont

- le présent Accord et ses éventuels avenants,
- ses annexes :
    - annexe 1 : Budget prévisionnel et planning prévisionnel des actions menées par XXX
    - annexe 2 : Prise en charge financière et facturation des actions.

Ces pièces (y compris les annexes) ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs stipulations, chaque document prévaut sur le suivant dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Article 2 – Engagements des Parties

Pour les besoins d'exécution du présent Accord, les Parties pourront être amenées à s'échanger des informations de nature technique, méthodologique et pédagogique et cela dans le but de faire avancer le dialogue et la montée en compétence des Parties sur ces sujets et de diffuser des informations et pratiques robustes tant sur le plan pédagogique que scientifique.

Les Parties s'engagent à réaliser leurs tâches dans le respect des délais et modalités fixés par l'Accord.

Chacune des Parties s'engage à :

- apporter tout le soin nécessaire à l'exécution de ses tâches ;
- exécuter, dans les délais fixés, les tâches qui lui ont été assignées ;
- s'assurer de l'exactitude de toute information, tout élément, communiqué à l'autre Partie et, au cas où ils contiendraient une erreur, faire ses meilleurs efforts pour la corriger dans les meilleurs délais dès qu'elle en aura la connaissance ;
- s'assurer que les livrables transmis sont conformes à l'Accord ;
- utiliser le logo Watt Watchers pour toute action financée par le Programme et respecter la Charte graphique Watt Watchers ;
- ne pas utiliser, pour les besoins de l'exécution de l'Accord, toute propriété intellectuelle d'un tiers dont elle n'a pas acquis le droit d'usage pour elle-même et, pour les besoins et dans les limites de l'objet de l'Accord ;
- notifier dans les meilleurs délais à l'autre Partie tout retard d'exécution ;
- déclarer aux autres Parties dans les vingt-quatre (24) heures de leur survenance les sinistres / incidents de toute nature engendrés à l'occasion de l'exécution de l'Accord ;
- respecter de façon certaine, irrévocable et non équivoque le processus de paiement tel qu'il est exposé à l'article 4.2. en général ci-après et en annexe 2.
- mettre en place les processus adéquats permettant de justifier les dépenses.

Article 2.1. Engagements de KiagiCo :

Kiagi Co s'engage au titre du présent Accord à :

- Appuyer les actions de recherche de partenaires accueillant des événements des partenaires techniques qui en expriment le besoin.
- Transmettre les informations entre XXX, les autres partenaires techniques de la Brique et e-graine.
- Consolider les indicateurs de résultats de la Brique, et transmettre à XXX les documents de suivi de la Brique et les éléments consolidés de la réalisation du Programme Watt Watchers.

Article 2.2. Engagements de XXX :

XXX s'engage au titre du présent Accord à mettre en œuvre le projet dans les conditions suivantes (ci-après le « Projet ») :

- Mettre en œuvre au moins XXX opérations selon les formats standards Watt Watchers établis au cours de la résidence créative, d'ici le 30 juin 2026. La répartition **indicative** des opérations est de XXX opérations en semaine et XXX le week-end.
- Intervenir dans les zones géographiques suivantes : .
- Utiliser les déroulés et les outils de travail établis par e-graine pour les besoins du Programme, disponibles ici :

- Déroulés, fiches d'animation, fiches contenus, outils pédagogiques issus de la résidence pédagogique et complétés par e-graine,
- Protocole et outils suivi-évaluation proposés par e-graine,
- Fiche de suivi des opérations en ligne

- Identifier et justifier les dépenses liées à la mise en œuvre de ces tâches.
- Reporter les résultats quantitatifs et qualitatifs des actions menées se référant au protocole et outils de suivi-évaluation mis à disposition par e-graine de manière mensuelle.

Les personnes suivantes sont chargées de veiller à la bonne mise en place et au suivi du présent Accord :

Pour KiagiCo : Solène Déchamps : solene.dechamps@e-graine.org
Pour e-graine : Delphine Cournet : delphine.cournet@e-graine.org - 06 14 43 01 23
Pour XXX :

Article 3 – Financement de la Brique « Organisation et animation d'événements locaux »

Article 3.1 – Paiement

4.2.1 Sauf Décision de l'Association Watt Watchers, tout paiement au titre de l'Accord se fera sur la base de factures émises par XXX, et respectant strictement le processus de facturation décrit en annexe 2.

4.2.2. En cas de contestation ultérieure par l'État du montant de la facture ou des prestations ayant causé la facturation, XXX et e-graine se réuniront de bonne foi pour déterminer le montant qui aurait dû être facturé. A défaut d'accord entre XXX et e-graine dans les trente (30) jours à compter de la réception de la notification de contestation de l'État envoyée par e-graine à XXX, l'Accord pourra être résilié de plein droit dans les conditions de l'article 13.1 du présent Accord.

4.2.3. XXX s'engage à rédiger les factures en respectant les dispositions légales et réglementaires applicables en vigueur au moment de leur émission. Chaque facture sera payée par KiagiCo au moyen d'un virement effectué sur le compte bancaire de XXX dont les coordonnées figurent sur la facture ou auront été préalablement notifiées à KiagiCo par La Copro des possibles.

Article 3.2 – Audit du Programme

En cas d'audit du Programme, conformément à l'article 6 de la Convention, les Parties devront pouvoir justifier leurs dépenses liées à la mise en œuvre de la Brique.

Dans cette perspective, XXX s'engage à mettre en place les processus adéquats permettant le contrôle de l'effectivité des tâches réalisées, des moyens mis en œuvre et des dépenses engagées.

Les Parties conviennent qu'elles se conformeront aux préconisations du commissaire aux comptes de Watt Watchers en matière de processus comptable et de justification des

dépenses engagées dans le cadre du Programme, dès lors que ces préconisations s'inscrivent dans une démarche de mise en cohérence avec la Convention ou les règles comptables applicables au Porteur.

Chacune des Parties reconnaît expressément qu'en cas de contrôle ou d'audit du Programme, elle demeurera seule responsable des actions de facturation qui lui sont relatives, sans solidarité avec les autres Parties.

Article 4 - Évaluation du Programme

Des indicateurs d'avancement du Programme et de réalisation des objectifs sont mis en place pour l'évaluation de l'avancement du Programme.

XXX s'engage à communiquer de manière mensuelle auprès d'e-graine, les indicateurs relatifs aux événements organisés : nombre d'événements, nombre de personnes rencontrées, 2 photos de chaque événement.

En outre, XXX contribuera à l'évaluation de la qualité pédagogique des dispositifs éducatifs créés au cours de la résidence pédagogique en suivant le protocole de suivi-évaluation et utilisant les outils de suivi-évaluation co-construits en collaboration avec l'ensemble des partenaires techniques.

Un bilan quantitatif et qualitatif global sera coordonné par e-graine chaque année.

Les éléments de ce bilan seront pris en compte pour convenir des conditions d'ajustement du Projet telles que mentionnées à l'Article 7.2.

Article 5 – Dates et conditions d'effet et durée de l'Accord

Article 5.1 – Date d'entrée en vigueur et échéance de l'accord

L'Accord entre en vigueur au début de la 2e année du Projet, soit le 1er juillet 2025. Il se terminera le 30 juin 2026.

A l'arrivée du terme indiqué ci-dessus, l'Accord ne pourra en aucun cas se renouveler par tacite reconduction.

Article 5.2 – Conditions de renouvellement

A l'issue de la deuxième année du Projet et au regard de l'évaluation mentionnée à l'article 5, les parties examinent l'écart éventuel entre objectifs annoncés et les actions effectivement réalisées. Si les objectifs ne sont pas atteints, les Parties décident des actions correctives à entreprendre, de l'ajustement du présent Accord. Les conclusions de cette réunion feront l'objet d'un procès-verbal établissant les ajustements réalisés et tenant lieu d'avenant au présent Accord. Le présent Accord ne pourrait se poursuivre sans ledit procès-verbal.

Les ajustements du Projet peuvent porter sur :

- la révision des modalités de mise en œuvre des opérations (incluant la formation, les opérations de terrain et le protocole de suivi-évaluation),
- la révision du nombre d'opérations réalisées par XXX et par conséquent du budget prévisionnel attribué.

Article 6 - Confidentialité

Les Parties sont tenues à une obligation stricte de confidentialité au titre du présent Accord et garderont strictement confidentiels tous les documents et informations qu'elles seront

amenées à échanger dans le cadre de l'exécution de l'Accord (ci-après les « Informations Confidentielles »).

Les Parties conviennent que sont notamment considérées comme Informations Confidentielles :

- Les Données ;
- Toute information, analyse, étude et autres documents sous quelque forme que ce soit, ayant trait à l'existence et au contenu des discussions entre les Parties concernant le présent Accord,
- Les méthodologies, produits, matériels, modèles industriels et données, procédures, règles ou documents de nature technique, légale, commerciale, financière et bancaire et toutes autres informations exclusives appartenant à l'autre Partie et reçue ou rendue accessible dans le cadre de l'exécution du présent Accord ou du Programme, sous quelques supports et format que ce soit, ainsi que toute mise à jour, modification, ou ajout à ces derniers,
- Les autres informations identifiées comme confidentielles (plans de développement, roadmaps, etc.).

D'une manière générale, les Parties ainsi que leur personnel permanent et non permanent s'engagent à garder le secret et la confidentialité des Informations Confidentielles auxquelles elles auront accès dans le cadre de l'exécution de l'Accord.

Les Parties peuvent divulguer des Informations Confidentielles lorsque les lois et règlements applicables leur en font l'obligation. Les Parties s'engagent à informer immédiatement les autres Parties de toute demande de communication des Informations Confidentielles transmises dans le cadre de l'exécution de l'Accord par une autorité administrative, gouvernementale ou judiciaire française ou étrangère. Si les lois et règlements applicables interdisent à une Partie de divulguer aux autres Parties l'existence d'une telle demande d'accès aux Informations Confidentielles, ladite Partie s'engage à ses frais par toute voie de droit à demander la levée de cette interdiction.

Les Parties sont autorisées à communiquer les Informations Confidentielles :

- À leurs directeurs, employés, comptables, assureurs, auditeurs, conseillers juridiques et financiers, banquiers, établissements financiers, cessionnaires ou cessionnaires potentiels, agents ou représentants dès lors que ceux-ci sont tenus d'une obligation de confidentialité ;
- Aux autorités judiciaires ou gouvernementales sur mandat judiciaire ou sur requête administrative dès lors que la Partie qui doit s'obliger à ce titre, le notifie aux autres Parties immédiatement par écrit et limite la divulgation à ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à ses obligations ;
- Aux autorités réglementaires nationales ou européennes dès lors que la Partie qui doit s'obliger à ce titre, le notifie aux autres Parties immédiatement par écrit et limite la divulgation à ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à ses obligations.

Ces obligations de confidentialité ne s'appliquent pas aux Parties lorsque :

- les Informations Confidentielles étaient dans le domaine public à la date de leur communication,

- les Informations Confidentielles sont accessibles au public par publication ou tout autre moyen de communication, sauf si ce fait résulte d'une faute ou d'une négligence de la Partie qui a reçu ces informations.

Cette obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour la durée du présent Accord puis pendant cinq (5) ans à compter de la date d'extinction du présent Accord, étant précisé que le respect par les Parties de ladite obligation de confidentialité constitue une condition essentielle et déterminante de l'Accord. Cette période de cinq (5) ans à compter de la date d'extinction de l'Accord n'est pas applicable aux Données couvertes par le secret professionnel.

Article 7 - Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du Programme, en application du présent Accord et de la Convention, les Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), (ci-après « RGPD ») ainsi que toute loi ou réglementation française y afférent ci-après dénommées ensemble, « la Règlementation applicable »).

Au titre de la Réglementation applicable, les Parties agissent en tant que Responsables de traitement indépendants. Ainsi, chaque Partie est seule responsable des traitements de données à caractère personnel opérés pour les finalités qu'elle aura préalablement déterminées. Chaque Partie est seule responsable des conséquences en cas de non-respect de la Réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ou des dispositions du présent Accord.

Article 7.1. Obligations générales des Parties

Dans le cadre du présent Accord et en application de la Réglementation applicable, chaque partie s'engage notamment à :

- Traiter les données à caractère personnel collectées en conformité avec la Réglementation applicable et dans le respect des principes définis par cette dernière (licéité, loyauté, transparence, limitation des finalités, minimisation des données, exactitude des données, conservation limitée, intégrité et confidentialité des données) ;
- Garantir l'intégrité, la disponibilité, la confidentialité des données à caractère personnel traitées ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter des données en vertu de l'Accord (i) s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité (ii) et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Mettre en place des durées de conservation des données à caractère personnel adaptés aux finalités de traitement ;

- Ne pas utiliser ou exploiter, ne pas faire de copies et ne pas créer de fichiers des données dont une autre Partie est Responsable de traitement, pour ses besoins propres ou pour le compte de tiers sans l'accord préalable écrit de la Partie Responsable de traitement.

Article 7.2. - Information et droits des personnes concernées :

Il appartient à chaque Partie, en tant que Responsable de traitement indépendant, de fournir toutes informations requises par le RGPD aux personnes concernées par les opérations de traitement. La Partie, Responsable de traitement, s'engage également à permettre aux personnes concernées d'exercer leurs droits RGPD.

Article 7.3. Notification des violations de données à caractère personnel :
Les Parties s'engagent à respecter les dispositions de l'article 32 du RGPD relatif au traitement des données personnelles par les traitants.

Les Parties s'engagent à garantir le respect des obligations prévues aux articles 33 à 36 du RGPD relatif aux violations de données à caractère personnel et à l'analyse d'impact sur la vie privée. Chaque Partie s'engage expressément à conserver la plus stricte confidentialité relativement aux notifications de violations, concernant tant l'existence que l'étendue des violations constatées.

Article 8 - Droits de propriété intellectuelle

8.1 Propriété des divers droits de propriété intellectuelle

Chaque Partie est seule propriétaire de ses connaissances, informations, logiciels, développement, savoir-faire, procédés, méthodes, algorithmes, spécifications, données, base de données structurée etc., qu'ils soient protégés ou non par un droit de propriété intellectuelle, détenus avant la conclusion du présent Accord ou créés, produits ou réalisés dans le cadre du Programme (désignés ci-après « les Droits de propriété intellectuelle »).

Chaque Partie conserve la propriété exclusive de ses Droits de propriété intellectuelle durant et après la réalisation du Programme.

La Partie titulaire des Droits de propriété intellectuelle décide seule de l'utilisation de ses Droits dans le cadre du Programme et du présent Accord. L'exploitation de ces Droits par une Partie sans l'autorisation préalable écrite de la Partie propriétaire est interdite.

En tout état de cause, lorsqu'une Partie propriétaire des Droits accepte l'utilisation de ses Droits par une autre Partie pour la réalisation du Programme, celle-ci concède un droit d'utilisation non exclusif, non transférable par quelque moyen que ce soit et sans droit de sous-licence. Le droit d'utilisation conféré exclut notamment l'accès aux codes sources.

8.2 Propriété des créations et productions intellectuelles des parties :

Dans le cadre du Programme, WINTER sera et restera propriétaire exclusif, de l'application Watt Watchers.

8.3 Droits de marque

Les droits de propriété de la marque Watt Watchers sont détenus en copropriété à quotes-parts égales, aux quatre (4) membres fondateurs de l'association Watt Watchers (Homeys, e-graine, Sonergia, Winter).

Cette copropriété de marque sera régie par un contrat de copropriété, incluant notamment les principes suivants :

- XXX peut exploiter la marque pour mener les tâches dont elle est responsable ou est contributrice au cours du Programme.

8.4 Communications publiques

Seules les Parties peuvent communiquer publiquement sur le Programme en citant la marque Watt Watchers. L'association Watt Watchers accepte que les Parties publient des communications indiquant la marque Watt Watchers à condition de respecter l'image de la marque et les lignes directrices émises par l'Association Watt Watchers.

Les Parties reconnaissent et acceptent que leur dénomination apparaitra au sein des publications portant sur le Programme. Ces communications pourront être publiées sur tous supports de communication, types de médias, dans le monde entier, pendant la durée du Programme puis cinq (5) ans à l'issue du Programme.

8.5 Utilisation de l'application Watt Watchers par les Parties

Dans le cadre du présent Accord et afin d'assurer le bon déroulement du Programme, WINTER permet aux autres Parties d'utiliser l'application Watt Watchers pour la réalisation de leurs Tâches, tel que prévu par le Programme.

Article 9 - Loyauté – Bonne foi

De manière générale, les Parties s'engagent à se comporter toujours les unes envers les autres comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter les obligations contractées dans l'Accord dans cet esprit. En particulier, chaque Partie prendra les mesures nécessaires à l'effet de permettre de donner plein effet aux droits des autres Parties.

Article 10 - Notifications

Toutes les notifications et autres communications effectuées au titre du présent Accord devront être faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (ou tout procédé équivalent pour les notifications internationales), par acte extrajudiciaire, par porteur ou par courrier électronique ou télécopie confirmé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (ou tout procédé équivalent pour les notifications internationales), adressé à l'adresse du siège social ou du domicile de la Partie concernée tel qu'indiqué dans le Préambule du présent Accord (ou à la nouvelle adresse qui aurait été notifiée par une Partie aux autres Parties conformément au présent Article).

Pour les besoins des présentes :

- Tout changement d'adresse ou de représentant d'une Partie pour les besoins de l'Accord devra être notifié par la Partie concernée aux autres Parties conformément au présent Article ;
- les notifications et autres communications adressées par porteur seront présumées avoir été faites à leur date de remise au destinataire, telle qu'attestée par le reçu de livraison ;
- les notifications et autres communications faites par courrier recommandé avec avis de réception seront présumées avoir été faites à la date de leur première présentation à l'adresse du destinataire ;
- les notifications et autres communications faites par courrier électronique seront présumées avoir été faites à la date d'envoi du courrier électronique, sous réserve, le

cas échéant, de confirmation par courrier recommandé avec avis de réception expédiée le même jour ou au plus tard le jour ouvré suivant.

Pour les besoins de l'application du présent Accord, tous les délais sont francs et décomptés en jours calendaires et courent à compter de la date à laquelle la notification est réputée avoir été faite conformément au présent Article.

Article 11 – Résiliation – Cessation de l'Accord

11.1. Motifs de résiliation

11.1.1. Résiliation pour inexécution d'une obligation suffisamment grave

L'Accord pourra, conformément aux dispositions de l'article 1224 du Code civil, être résilié en cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution suffisamment grave de l'une quelconque de ses obligations par une Partie et ce, sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts.
Sauf stipulation contraire de l'Accord prévoyant une résiliation immédiate ou lorsqu'il n'est pas possible de remédier au manquement, la résiliation anticipée pourra intervenir un (1) mois après (i) l'envoi d'une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet et notifiée à la Partie défaillante et (ii) d'une Décision de l'Association Watt Watchers d'exclure de l'Accord la Partie défaillante.

11.1.2. Résiliation pour imprévision relative aux économies d'énergie ou aux CEE

Les Parties conviennent de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicable les dispositions du présent Accord, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter l'Accord dans un délai d'un (1) mois à compter de la première réunion des Parties, ce dernier sera résilié de plein droit.

11.1.3. Résiliation pour force majeure

La résiliation de plein droit de l'Accord pour Cas de Force Majeure prévue à l'Article 15 (Responsabilité – Assurance – Force majeure) pourra intervenir sans préavis et sans qu'aucune des Parties ne puisse prétendre à une quelconque indemnité, après envoi par la Partie à l'initiative de la résiliation d'une Notification indiquant à l'autre Partie son intention de se prévaloir du présent Article.

11.1.4. Résiliation en cas de résiliation de la convention de Programme ou de l'Accord de mise en œuvre du Programme

Les Parties conviennent de manière expresse qu'en cas de résiliation de la Convention de Programme ou de l'Accord de mise en œuvre du Programme préalablement cité, le présent Accord sera résilié de plein droit.

11.2. Effet de la résiliation

Lors de la cessation de l'Accord pour une Partie pour quelque cause que ce soit, les stipulations suivantes s'appliqueront :

a) tous les droits et obligations de la Partie concernée cesseront de plein droit sauf (i) les articles 10 (Droits de propriété intellectuelle), 14 (Responsabilité – Assurance – Force majeure), 7 (Confidentialité) et 10 (Protection des données à caractère personnel),

ainsi que (ii) tout autre article prévoyant des obligations qui par leur nature doivent continuer à s'appliquer après la fin de l'Accord ;

b) conformément à l'accord de mise en œuvre, l'Association Watt Watchers s'est engagée à régler l'intégralité des sommes dues à la Partie concernée au titre des prestations effectuées, étant précisé que les sommes d'ores et déjà versées à ladite Partie (hors acompte non soldé) lui resteront acquises ;

c) la Partie concernée s'engage à :

- Assurer la continuité des prestations relatives à la Brique dont elle a la responsabilité pendant le délai de préavis éventuel ;
- Chaque Partie s'engage à restituer tous documents techniques, commerciaux ou financiers concernant l'autre Partie, sans en conserver copie, ainsi que tous matériels et informations pouvant être en sa possession et qui auraient pu être communiqués ou fournis dans le cadre de l'exécution de l'Accord et de la réalisation du Programme ;
- Chaque Partie s'engage à supprimer toutes les données appartenant aux autres Parties de ses serveurs et à fournir sur demande, un procès-verbal de destruction.
- Chaque Partie s'engage à cesser toute utilisation des Droits de propriété intellectuelle appartenant à une autre Partie et si applicable, à les supprimer à l'issue du Programme.

d) E-GRAINE sera seule responsable de porter au sein du COPIL du Programme des propositions d'adaptations nécessaires à la Convention et à l'Accord de mise en œuvre du Programme du fait de sa résiliation par la Partie concernée ;

Article 12 – Responsabilité – Assurance – Force majeure

Il est de convention expresse certaine et non équivoque entre les Parties qui s'y obligent, qu'il sera fait application, en matière de responsabilité civile, des dispositions du droit commun telles qu'elles sont énoncées dans le Code civil.

Chaque Partie sera ainsi responsable des conséquences des actes dommageables dont elle serait à l'origine.

A cet effet, chaque Partie reconnaît expressément avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurances, solvable et notoirement connue sur la place, une police d'assurance Responsabilité Civile garantissant les risques de son activité propre et permettant la prise en charge des éventuels sinistres survenus ayant créé un préjudice aux autres parties et/ou aux tiers.

La responsabilité d'une Partie ne peut pas être engagée si cette Partie est en mesure de prouver qu'elle ne peut pas exécuter ses obligations ou que leur exécution est retardée ou empêchée en raison de la survenance d'un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence des tribunaux français (ci-après la « Force Majeure »).

La Partie invoquant la Force Majeure devra immédiatement informer les autres Parties de la Force Majeure et le leur confirmer par courrier électronique ou lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois (3) jours à compter de la survenance du Cas de Force Majeure, en indiquant sa durée prévisible et les moyens qu'elle entend utiliser pour la faire cesser et/ou rétablir la bonne exécution de ses obligations.

Sans contestation écrite de cette notification par au moins une (1) des autres Parties dans un délai de cinq (5) jours ouvrés dès la réception de la notification, la Force Majeure sera considérée acceptée par les autres Parties.

Chaque Partie doit tenir informées dans un délai raisonnable les autres Parties de la cessation de la Force Majeure ou de tout changement de situation et/ou de circonstances ayant un impact sur l'évènement constitutif d'un cas de Force Majeure.

La Partie affectée par un événement constitutif d'un cas de Force Majeure doit s'efforcer d'en limiter les effets et de reprendre dès que possible l'exécution de l'Accord.

Dans l'hypothèse où l'évènement constitutif d'un cas de Force Majeure se prolongerait plus de trois (3) mois à compter de sa survenance, les Parties concernées (devront se rapprocher pour décider des suites à réserver à l'Accord. En cas de désaccord, chaque Partie concernée pourra résilier l'Accord intégralement de plein droit par l'envoi à toutes les autres Parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception, sans qu'aucune indemnité ne soit due.

A la date de prise d'effet de la résiliation, toute Partie concernée est tenue de reverser les fonds non engagés dans le cadre de l'Accord à l'Association Watt Watchers.

A l'inverse, tous les travaux du Programme qui ont été effectués par les Parties sont intégralement facturés et réglés par l'Association Watt Watchers à la Partie concernée.

Article 13 - Cession de l'Accord – Intuitu personae

13.1 L'Accord étant conclu intuitu personae, chaque Partie s'interdit de céder ou de transférer, de quelque manière que ce soit (et notamment sous forme de cession isolée de l'Accord ou de transfert de fonds de commerce ou des titres composant le capital entraînant son changement de contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce), les droits et obligations résultant de l'Accord sans l'accord exprès, écrit et préalable de l'autre Partie. A défaut, l'autre Partie pourra résilier immédiatement et de plein droit l'Accord aux torts exclusifs de la Partie concernée, sans que cette dernière ne puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts.

13.2 Conformément aux dispositions de l'article 1216 du Code civil, toute cession de l'Accord devra être constatée par écrit, à peine de nullité.

Article 14 - Obligations sociales

XXX déclare expressément respecter les obligations relatives au travail dissimulé. Il devra, à ce titre, notamment, communiquer à sa demande à E-GRAINE tous documents et informations conformément aux dispositions des articles L.243-15 et R.243-15 du Code de la sécurité sociale et des articles L.8222-1 et suivants, R.8222-1 et suivants, D.8222-4 et suivants, L.8254-1 et suivants et D.8254-1 et suivants du Code du travail, si la rémunération des obligations prévues à l'Accord est supérieure à cinq mille euros (5 000 €) hors taxes.

Article 15 - Déséquilibre significatif – Contrat de gré à gré

Les Parties déclarent irrévocablement que le présent Accord ne constitue pas un contrat d'adhésion et par conséquent renoncent à se prévaloir de quelques manières que ce soit des dispositions de l'article 1171 du Code civil.

Les Parties déclarent et reconnaissent chacune expressément, par la signature des présentes, que le présent Accord, lequel est la résultante d'une négociation intervenue entre les Parties, constitue (dans son ensemble, lequel est indivisible) un contrat de gré à gré au sens de l'article 1110 du Code civil. En particulier, le fait qu'une ou plusieurs stipulations du présent Accord n'ait pas fait l'objet de discussions particulières entre les Parties à l'occasion de la négociation du présent Accord ne pourra en aucun cas permettre de qualifier le présent Accord dans son ensemble et/ou les stipulations concernées de contrat d'adhésion (ou stipulations d'adhésion) au sens de l'article 1110 du Code civil.

Article 16 - Imprévision

Les Parties conviennent de supporter le risque de tout changement de circonstances imprévisibles à la date de signature de l'Accord qui rendraient l'exécution des obligations de chacune des Parties au titre de l'Accord excessivement onéreuses. En conséquence, chaque Partie reconnaît expressément que les dispositions de l'article 1195 du Code civil ne sont et ne seront pas applicables à l'Accord et qu'elle ne pourra faire aucune demande de quelque sorte et sous quelque forme qui soit (de renégocier et/ou de demander aux tribunaux de réviser ou de mettre fin à l'Accord) en vertu de l'article 1195 du Code civil.

Par dérogation à ce qui précède, les Parties conviennent expressément qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de l'Accord, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires.

Cette renégociation ne suspend pas les obligations des Parties au titre de l'Accord auxquelles les Parties demeurent tenues pendant toute la durée de la renégociation.

En cas de succès de la renégociation, les Parties établiront sans délai un avenant à l'Accord formalisant le résultat de cette renégociation pour les prestations concernées.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les Parties pourront, conformément aux dispositions de l'article 1195 du Code civil, convenir de la résiliation de l'Accord aux dates et conditions qu'elles déterminent ou demander d'un commun accord au juge l'adaptation de l'Accord.

Dans l'hypothèse où les Parties ne trouveraient pas un accord pour saisir le juge d'un commun accord dans un délai de trente (30) jours à compter de la constatation de ce désaccord, la Partie la plus diligente pourra saisir le juge d'une demande de révision ou de résiliation de l'Accord.

Article 17 - Intégralité de l'accord des Parties

L'Accord constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties en ce qui concerne son objet et annule et remplace tout accord antérieur, verbal ou écrit portant sur le même sujet ou toute question y relative conclu entre les Parties.

Article 18 - Nullité partielle – Divisibilité

De convention expresse entre les Parties, l'annulation de l'une ou l'autre des clauses du présent Accord ne pourra entraîner l'annulation de celui-ci dans son ensemble, à condition toutefois, que l'équilibre et l'économie générale de l'Accord puissent être sauvegardés.

En tout état de cause, les Parties s'engagent, en cas d'annulation ou d'illicéité d'une clause, à négocier de bonne foi, la conclusion d'une clause de remplacement, économiquement et juridiquement équivalente, dans la mesure du possible, à la clause frappée de nullité ou d'illicéité.

Article 19 - Renonciation

Le fait pour l'une des Parties d'omettre de se prévaloir en tout ou partie de tout droit, pouvoir, privilège ou recours qui lui est conféré aux termes des présentes ne pourra être considéré comme constituant une renonciation audit droit, pouvoir, privilège ou recours qui pourra toujours être exercé à n'importe quel moment. Toute renonciation par une Partie à tout droit, pouvoir, privilège ou recours devra, pour être valablement effectuée, être notifiée par écrit à l'autre Partie dans les formes prévues aux présentes et devra être interprétée de manière

restrictive. L'exercice partiel ou isolé d'un droit, pouvoir, privilège ou recours prévu par l'Accord ou par la loi ne constitue en aucune manière une renonciation au plein exercice de tous les droits, pouvoirs, privilèges et recours accordés aux termes de l'Accord ou de la loi.

Article 20 - Signature électronique

Les Parties conviennent expressément que le présent Accord peut être signé par voie électronique et dans ce cas constitue l'original du document et fait foi entre les Parties.

Dans ce cas, les Parties s'engagent à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante de l'Accord sur le fondement de sa nature électronique.

Les Parties reconnaissent expressément que l'Accord signé électroniquement constitue une preuve écrite et à la même valeur probante qu'un écrit sur papier conformément aux dispositions du Code civil.

En conséquence, les Parties reconnaissent expressément que l'Accord pourra valablement leur être opposé.

Ces stipulations sont valables pour tout autre avenant à l'Accord que les Parties seraient amenées à signer.

La solution de signature électronique utilisée est la solution du prestataire de service de confiance DOCUSIGN. Ce tiers de confiance est qualifié Référentiel Général de Sécurité (RGS), certifié ETSI au niveau européen (European Telecommunications Standards Institute) et déclare garantir la sécurité technique et la valeur probante du système de signature électronique mis en place. L'archivage de la preuve électronique est réalisé par DOCUSIGN (https://www.docusign.fr).

Article 21 - Loi applicable - Litige

Le présent Accord est régi par le droit français. Tout litige qui s'élèverait à propos de l'existence, l'exécution ou l'interprétation du présent Accord et qui ne pourrait être résolu à l'amiable, sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Bordeaux.

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Budget et planning prévisionnel des actions menées par La Copro des possibles
- Annexe 2 : Processus de facturation

Fait à Bordeaux, le

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS E-GRAINE XXX

Annexe 1 – Budget et planning prévisionnel des opérations de XXX

Annexe 2 – Processus de facturation

Le Programme Watt Watchers prévoit le financement des actions dans les conditions suivantes :

Dépenses éligibles et montants :

- Demi-journée d'animation : 410 euros HT en semaine, 650 euros HT le week-end.
- Formations :
  - Remboursement des frais sur justificatifs
  - Plafonds de dépenses :
    - 5 € pour le petit déjeuner ; 15 € pour le déjeuner et le dîner et dans la limite de 25 € par jour (TTC).
    - 80 € TTC par personne pour un hébergement individuel ;
    - 50 € TTC par personne pour un hébergement collectif (en priorité si plusieurs personnes se déplacent au même endroit).

Facturation

Facturation régulière des actions réalisées :

- Versement de maximum 30% de l'engagement d'opérations sur la période sous forme de facture d'acompte.
- Après la consommation de l'acompte, paiement chaque mois maximum des opérations réalisées le mois courant, sur facture de prestation.
- Envoi au plus tard **le 25 du mois** pour paiement en début de mois suivant.

Pour éviter les virements de petits montants, le paiement devra être bimensuel ou trimestriel. Le paiement mensuel est possible si les sommes sont significatives.

Cumul des actions	L'ingénierie pédagogique sera développée en cohérence avec l'action « *Conception de l'application Watt* Watchers » Les kits pédagogiques seront utilisés dans le cadre de l'action « sensibilisation et mobilisation citoyenne des particuliers pour l'engagement à la sobriété énergétique ».

Les factures d'acomptes et les factures d'opérations sont adressées directement à KiagiCo:

KiagiCo
Maison de la Nature et de l'environnement
2 quai de Brazza – 33100 BORDEAUX
N° TVA : FR23941389983. - SIRET : 941 389 983 00011

- Les frais logistiques de formation sont facturés à e-graine sur justificatifs

Union nationale des associations e-graine
Maison de la Nature et de l'Environnement
2 quai de Brazza - 33100 BORDEAUX
SIRET : 82034387900046. - RCS : 820343879.

Une demande d'acompte est possible, elle prend la forme d'une facture.
Période éligible : année du projet.
Justificatif : joindre un devis d'engagement sur les actions prévues qui seront pré-financées par l'acompte demandé.

- Libellé : AAAA MM JJ _ Nom organisation _ Nom et référence facture
- S'il s'agit d'une demande d'acompte, la facture doit le mentionner.
- Numéro d'action : (Selon budget validé par la DGEC. FV = frais variables, FF = Frais fixes) : FV 5.2.2.
- Description de l'action
- Période de facturation concernée.
- Joindre les livrables attendus / justificatifs des montants facturés.

Toutes les demandes de fonds et justificatifs doivent être envoyées par courriel à Delphine (delphine.cournet@e-graine.org) qui validera puis transmettra en interne à e-graine ou à KiagiCo selon le destinataire de la facture.
Merci de joindre un IBAN et numéro de SIRET à votre premier envoi, ainsi que l'option choisie pour le rythme de facturation.

Justificatifs et livrables :

Liste des interventions : porte-à-porte, stand, déambulation, ateliers à enregistrer dans le document suivant : https://docs.google.com/spreadsheets/d/1LBbZV4QXm-gtnwDaFQnnEFzxuz5oRFZQ/edit?gid=1304608124#gid=1304608124

Pour chaque demi-journée d'opération ou chaque atelier : 2 photos, fiche de suivi-évaluation ou évaluation numérique par les participants :

- Fiches de suivi-évaluation ici : https://grainotheque.e-graine.org/s/snGqz7k2CZ43L36
- Suivi-évaluation numérique ici : https://grainotheque.e-graine.org/s/TpSom5bEztoJm26

Scan des justificatifs de frais logistique (billets de train, factures hébergement/repas).

Parc naturel régional du Gâtinais français

Délibération n°2026-017

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres

EN EXERCICE	*161*
PRESENTS :	*75*
VOTANTS :	**100**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

OBJET :

SPANC PARC - Adhésion au SPANC Parc de la Commune de LARCHANT

Nomenclature ACTES :
8 Domaine de compétence par thème
8.8 Environnement

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

Transmis au Contrôle de Légalité le :
04 MARS 2026
Affichage le :
04 MARS 2026

SPANC PARC -Adhésion au SPANC Parc de la Commune de LARCHANT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU les statuts du Syndicat ;
VU la Charte constitutive du Parc naturel régional du Gâtinais français ;
Vu l'avis favorable du Groupe de travail SPANC du 16 février 2026 ;
Sous réserve de la délibération de la Commune de LARCHANT du 16 mars 2026 ;
Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 17 février 2026 ;
Le SPANC Parc regroupe actuellement 42 Communes du territoire du Parc naturel régional du Gâtinais français. L'ensemble de ces Communes représentent environ 3 350 installations.
La Commune de LARCHANT a prévu de délibérer le 9 mars 2026 en faveur d'un transfert de la compétence assainissement non collectif au SPANC Parc.
L'intégration de cette Commune au SPANC Parc représente une augmentation de 100 installations. Ainsi, le SPANC Parc gérerait environ 3 450 installations.
Les contrôles diagnostic seront à réaliser par le SPANC Parc.

Évolution des installations ANC de 2006 à 2025

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2019	2025	2026
Nombre d'installations ANC	1650	1650	1650	1832	2438	2758	2758	2766	2840	3300	3350	3450
Nombre de Communes au SPANC	21	21	21	22	24	28	28	29	33	41	42	43

Le Président propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver l'adhésion au SPANC de la Commune de LARCHANT et de l'autoriser à signer les documents s'y rapportant.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent l'adhésion au SPANC de la Commune de LARCHANT et de l'autoriser à signer les documents s'y rapportant, à l'unanimité.

Le Président
Jean-Jacques BOUSSAINGAULT
Parc naturel régional du Gâtinais français

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
091-259102564-20260303-2026-017-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 04/03/2026
Affichage : 04/03/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Parc naturel régional du Gâtinais français

Délibération n°2026-018

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANCAIS

L'an deux mille vingt-six, le trois mars à dix-neuf heures s'est réuni, sur la Commune de Milly-la-Forêt, le Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français dûment convoqué le 19 février 2026, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT.

Nombre de membres	
EN EXERCICE	*161*
PRESENTS :	*75*
VOTANTS :	**100**

COLLEGE DE LA REGION

Étaient présents ou représentés : Madame Valérie LACROUTE (pouvoir) et Messieurs Gérard HÉBERT (pouvoir), Jacques HULEUX (pouvoir) ;

Étaient absents : Mesdames Marianne DURANTON, Julie GARNIER, Aurélie GROS et Monsieur Sébastien DROMIGNY,

Était excusé : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

COLLEGE DES DEPARTEMENTS

Étaient présents ou représentés : Mesdames Annie PIOFFET, Béatrice RUCHETON et Messieurs Jean-Marc CHANUSSOT (pouvoir), Guy CROSNIER, Pascal GOUHOURY (pouvoir), Nicolas MEARY (pouvoir) ;

Étaient absentes : Mesdames Annick DISCHBEIN, Julie GOBERT ;

COLLEGE DES COMMUNES

Étaient présents ou représentés : Mesdames et Messieurs Estelle BERTHÉE (pouvoir), Caroline MAILLARD, Anthony VAUTIER, Pascal GIGOT, Denis MEUNIER (pouvoir), Yves BERTAUD, Yves COZE (pouvoir), Sébastien BOUILLOT, Jean-Luc RICHY, Xavier GUILBERT (pouvoir), Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Jean-Claude DAMPIERRE, Christine PHILIPPE, Marie-Line THOMAS, Patrick POCHON, Stéphane GALINÉ, Parfait SOUNOUVOU, Clothilde CAMPAIN, Jean-Luc VUILLEMENOT, Isabelle FROMAGE, Brigitte CHAUSSEMY, Jean-Louis CHANDELLIER (pouvoir), Françoise CHANCELIER (pouvoir), Bernardin COUDORO, Philippe CHALMETTE, Christophe CHAMOREAU, Francis GUERRIER (pouvoir), Martine QUERNÉ, Nicole BRULÉ, Nadine-Françoise MAUGÈRE (pouvoir), Joëlle VUITRY, Marie-Claire CHAMBARET, Marcel LIENHARDT (pouvoir), Fabrice KIMPE, Patrick de LUCA, Sandrine JACQUET (pouvoir), Joseph LENOIR, Jérôme DESNOUE, Denis CELADON, Magalie PANNESE, Dominique FAUVIN, Espérance VIEIRA (pouvoir), Jean-Jacques BASTIEN, Bruno CYPRIEN, Catherine LASORSA, Pascal CARTAILLER, Jean-Christophe HARDY(pouvoir), Jennifer GAUTRET, Richard HEYSEN, Claire GAURAT, Jacques PILLOY (pouvoir) ,François ROISNEAU, Alain JOYEZ, Pascal BONINE, Jean-Luc DOUINE, Delphine DULARY (pouvoir), Franck PASQUIET, Laurence MANESSE-CESARINI (pouvoir), Martine ROHNER, Jean-Claude HARRY, Luc ETIFIER, Guy CROSNIER, Bruno CHAZEL, Michel CALMY, Laurent JOSEPH, Patrick CHAILLOU, Jean-Marc LENGLET, Amélie FERLAY, Jérôme MENARD, Chantal MAYNIÉ, Alexia BERTAUD, François RATIER (pouvoir), Bruno DELECOUR (pouvoir), Patrick BOUCHER, Éric BEAUJOIS, Pascal MAGNIER, Jean-Charles BENYAKAR (pouvoir), Fabien BIDAULT, Gilles GLUNAC, Jean MORLAIS, Jean HELIE, Jean-Paul CULINAS, Guillaume FENAT, Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Philippe DELONG, William THÉROND, Jean-Michel CARDINALI (pouvoir), Jean-Philippe POMMERET, Jocelyne BOITON, Patrick MAILLARD, Christophe CHAMBON, Pierre BOIVIN, Yves BIDART Philippe DOTHÉE, Etienne BREHIER, Thierry MASSON ;

Étaient absents : Mesdames et Messieurs Michèle DESCHAMPS, François-Xavier DUPERAT, Catherine MARION, Olivier GUYADER, Pascal OUDOIRE, François BONGARS, Nathalie BIEL, Xavier SEVERE, Karine LANIAU, Jean-Marie CHARNIER, Renaud ABRAHAM, Christophe KERGRAIS, Frédéric ARNOULT, Christian DENIS, Alexandre MARY, Patrick RENAULT, Jean-François PEYRONEL, François PLANTÉ, Gérard MARAIS, Xavier MAUCCI, Philippe CLERGEOT, Joanna HAMONIAUX, Florence LANQUETUIT, Shirley MAUPIN, Laure GORNES, Lloyd DOUGNY, Natacha COLLARD, Laurent MAUGÉ, Elisabeth LEBEUF, Alain SOUEDET, Hervé FRANEL, Olivier COLIN, Laurent RAYMOND, Patrice SAINSARD, Bernard LACHENAIT, Olivier MAUXION, Alain POURSIN, Yoann MONTET, Anouk VAILLANT, Fabien ORIOT, Manuel HENRIQUES, Pierre GRILLET, Patrick PAGES, Noémie MARTINEZ, Margaret POMA, Domingo SILVEIRA, Yves PRUVOT, Michel GUILLOT, Sylvain DUCROUX, Caroline PETEAU, Céline BOFARULL, Bérénice BHAVSAR, Xavier CHRIST, Bernard LEFEVRE, Gérard ROUX ;

COLLEGE DES EPCI

Étaient présents ou représentés : Mesdames Anne-Élisabeth BOURGUIGNON, Isabelle FROMAGE et Messieurs Denis MEUNIER (pouvoir), Gilles LE PAGE, Denis CELADON ;

COLLEGE DES COMMUNES ASSOCIEES

Était présente ou représentée : Madame Annie GUILLAUME ;

Étaient absents : Mesdames Véronique GABORIT, Dominique BOUGRAUD et Messieurs Jacques BEDOSSA, Jérémy PIN, Lionel VAUDELIN ;

Était excusé : Monsieur François PAROLINI ;

COLLEGE DES VILLES-PORTES

Étaient absents : Messieurs Jean-Claude DELAUNE, Joël NOLLEAU ;

INVITÉS ET PARTENAIRES

Étaient présents : Madame Annie-Claude RASTELL (Déléguée Territoriale CD 91) et Monsieur Denis MAZODIER (Les Amis du Gâtinais) ;

Étaient excusés : Madame Mireille FLAM (Ceser) et Monsieur Xavier JENNER (CNPF) ;

EQUIPE DU PARC

Étaient présents : Mesdames Emmanuelle GUILMAULT, Séverine HUYLEBROECK, Magali LASSAIGNE, Caroline CARLIER, Fabienne COTTÉ, Inès HÉRAL, Coralie BLONDEAU et Messieurs Antoine PADILLA, Mathieu DEPERROIS ;

OBJET :

RÉORGANISATION DES COMMISSIONS DE TRAVAIL ET AJOUTS DE MODULATIONS DES AIDES DANS LES ÉCO-CONDITIONNALITÉS

Nomenclature ACTES :
8 Domaine de compétence par thème
8.8 Environnement

Transmis au Contrôle de Légalité le :
04 MARS 2026
Affichage le :
04 MARS 2026

RÉORGANISATION DES COMMISSIONS DE TRAVAIL ET AJOUTS DE MODULATIONS DES AIDES DANS LES ÉCO-CONDITIONNALITÉS

VU les statuts du Syndicat ;
VU la Charte constitutive du Parc naturel régional du Gâtinais français ;
VU la délibération 2011-100 du 8 novembre 2011 portant éco-conditionnalité et modulation des aides ;
VU la délibération 2017-038 du 23 mai 2017 portant modification du guide des aides et de l'éco-conditionnalité ;
VU la délibération 2019-072 du 10 décembre 2019 portant changement d'une éco-conditionnalité ;
VU la délibération 2022-067 du 11 octobre 2022 portant mise à jour des eco-conditionnalités et des modulations des aides du Parc ;
VU la délibération 2023-051 du 11 juillet 2023 portant acquisition de panneaux d'entrée de ville « Parc du Gâtinais » et ajout d'une éco conditionnalité incontournable ;
Vu l'avis favorable des Présidents et rapporteurs de commission des 11 décembre 2025 et 17 février 2026 ;

Suite aux rencontres avec les élus de septembre 2025, il est proposé de réorganiser les commissions de travail, tel que présenté à l'annexe 8, afin de passer de 7 à 5, en conservant trois commissions et en regroupant les autres par thématiques complémentaires.

Le dispositif des éco-conditionnalités est maintenu, avec six critères obligatoires ouvrant droit à 50 % de subvention, complétés par des modulations optionnelles permettant d'atteindre jusqu'à 80 %. De nouvelles modulations présentées en annexe 8 sont ajoutées afin d'élargir les possibilités d'accès aux aides.

Le Président propose aux membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Gâtinais français d'approuver la réorganisation des commissions, l'ajout des nouvelles modulations, leur application à compter de mars 2026, la modification de tout document s'y rapportant et de l'autoriser à signer les documents afférents.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent la réorganisation des commissions, l'ajout des nouvelles modulations, leur application à compter de mars 2026, la modification de tout document s'y rapportant et autorisent le Président à signer les documents afférents, à l'unanimité.

Le Président
naturel régional
du Gâtinais français
Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
091-259102564-20260303-2026-018-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 04/03/2026
Affichage : 04/03/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

MISE À JOUR DES ECO-CONDITIONNALITÉS ET DES MODULATIONS DES AIDES DU PARC

1 – Réorganisation des Commissions de travail

À ce jour, le Parc compte 7 Commissions de travail :

- Comité Paysage et territoire, Commission Énergie, Commission Agriculture-Sylviculture, Commission Attractivité du territoire, Commission Environnement, Commission Patrimoine, Commission Éducation.

A partir de mars 2026 :

- Maintien des commissions existantes :
  - le Comité paysage et territoire,
  - la Commission Énergie,
  - la Commission Patrimoine.
- Regroupement :
  - Commission Agriculture-Sylviculture et Commission Attractivité du territoire : (nouvel intitulé à définir en préservant le terme « agriculture »)
  - Commission Environnement et Commission Éducation, sous l'intitulé : Commission Environnement et Éducation à l'Environnement.

2 – Les Éco-conditionnalités

Pour pouvoir bénéficier des subventions du Parc, les Communes doivent respecter **six éco-conditionnalités incontournables**.
Le respect de ces critères ouvre droit à une subvention de **50 % du montant éligible**, sous réserve de l'acceptation du dossier.

Éco-conditionnalités incontournables :

- Compatibilité des documents d'urbanisme avec la Charte,
- Assurer une communication sur le Parc,
- Extinction de l'éclairage public au moins 5h par nuit,
- Suivi de l'observatoire photographique des paysages,
- Action annuelle en faveur de la biodiversité,
- Panneaux du Parc (entrée de ville).

En 2022, l'éco-conditionnalité « Mettre à jour les arrêtés relatifs à la circulation des véhicules à moteur » avait été supprimée, l'ensemble des communes du Parc ayant alors pris les arrêtés correspondants.

Dans le cadre du renouvellement de la Charte du Parc, de nouvelles communes vont intégrer le périmètre. L'**éco-conditionnalité est donc réintégrée parmi les incontournables**, jusqu'à la prise des arrêtés par les nouvelles Communes concernées.

Afin de pouvoir moduler le taux de subvention jusqu'à **80 %**, les Communes peuvent répondre à des **critères optionnels**, ouvrant chacun droit à **5 % d'aide supplémentaire**.

Les modulations existantes sont :

- Existence de logements sociaux ou communaux,
- Action en faveur du vélo,
- Organisation d'une journée de ramassage des déchets avec la population,
- Extinction totale de l'éclairage public en période estivale,
- Valorisation des produits Valeurs Parc,
- Distribution de L'Abeille du Parc.

Modification de l'intitulé de la modulation « Action en faveur du vélo » en « Action en faveur de la Mobilité durable ».

Ajout des modulations suivantes :

- Mise en place d'un évènement annuel zéro déchet (signature d'une convention de mise à disposition de matériel avec le PNR : ecocup, plateau, poubelles ou bilan environnemental d'un Eco évènement sur le territoire),
- Mise en place de composteur sur un site communal (ex : déchets de la cantine ; des déchets verts du cimetière...), valable une (1) fois,
- Installation de récupérateurs d'eau de pluies, valable une (1) fois,
- Mise en place d'une animation sur le thème de la prévention des déchets,
- Utilisation des aménités rurales > valorisation,
- SAMECO fourniture de l'accès aux données,
- Construction/rénovation d'un bâtiment en matériaux bio sourcés (terre-chanvre, ...),
- Mise en place d'un permis de louer.